

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 26 (2000)

Heft: 1

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BUCHBESPRECHUNGEN / RECENSIONS CRITIQUES BOOK REVIEWS

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Marie-Noëlle Schurmans, Loraine Dominicé, *Le coup de foudre amoureux. Essai de sociologie compréhensive*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Sociologie d'aujourd'hui, 1997, 315 p.

Un ouvrage séduisant que nous ont livré, voici deux ans déjà, ces deux auteures; presque pourrait-on parler d'un coup de foudre, si ce n'est qu'il ne s'agit pas là d'un critère de pertinence scientifique. Au départ, un pari : la sociologie peut-elle rendre compte d'un phénomène aussi individuel et subjectif que le coup de foudre amoureux ? La réponse est attrayante mais problématique et semble hésiter entre Durkheim et Weber, entre analyse quantitative et qualitative, entre sociologie et autres sciences humaines, enfin entre l'hésitation même et la volonté d'unifier toutes ces approches.

Par rapport à une analyse sociologique, l'ouvrage s'ouvre sur un coup de théâtre : des schémas de différents modèles de paratonnerres ainsi qu'une gravure de la foudre en action. Dans la même veine, le prologue fait très vite place au minutieux récit d'une rescapée d'un coup de foudre (météorologique), d'une lecture certes captivante, mais dont la pertinence échappe au lecteur : s'agit-il de suggérer une interprétation naturaliste de ce qui est pourtant bien présenté comme une métaphore, un construit culturel ? Ou simplement de communiquer quelque chose du

vécu qui caractérise, tout le monde le sait, le coup de foudre amoureux ?

L'ouvrage s'annonce comme une analyse d'entretiens menés avec des personnes ayant vécu un coup de foudre amoureux; mais son projet est bien plus ambitieux. S'il s'agit dans un premier temps d'une simple «exploration des significations liées aujourd'hui à l'expression *coup de foudre*», les auteures visent plus loin : car «la puissance symbolique de la foudre, au-delà de la banalisation et de l'euphémisation de l'expression (...), continue d'agir dans notre imaginaire collectif» (p. 1). L'hypothèse principale (ou s'agit-il d'une certitude ?) est que cette métaphore «entretient la désignation d'une façon violente et dangereuse de tomber en amour, significativement distincte d'une façon progressive et sage de développer un amour» (ibid.). En reprenant Bachelard (dont des citations introduisent une partie des chapitres), les auteures rattachent cette dichotomie à celle entre *feu frappé* (la foudre) et *feu frotté*, celui domestiqué par les hommes.

Sous un titre programmatique («Pour une sociologie du coup de foudre»), la première partie du livre s'inscrit dans la tradition de Durkheim. De celui-ci, les auteures ont repris tant le culot scientifique, louable, consistant à s'attaquer à un objet apparemment a-social que quelques préceptes épistémologiques. Du moins ceux qui nous apparaissent aujourd'hui comme étant les plus holistes : dans un passage qui ressemble à une (bonne) introduction

à la discipline, et comme s'il n'y avait pas cent ans – et de nombreux développements sociologiques – qui nous séparaient du père fondateur, l'existence du fait social est classiquement réaffirmée (avec sa régularité, son inconscience pour les acteurs, enfin son aspect contraignant et résistant). Un sentiment rassurant envahit le lecteur : la sociologie serait donc toujours bien à même d'expliquer (ou d'en avoir l'ambition) les phénomènes sociaux et leurs fonctions au niveau le plus macrosociologique !

Mais, contrairement à Durkheim, pour trouver dans le coup de foudre «une dynamique individuelle sociologisable» (p. 20), les auteures ne peuvent bien sûr pas s'appuyer sur des statistiques ... Ce qui explique le recours peu durkheimien à la technique d'entretien. Il est concédé que les affinités avec Durkheim sont limitées : il ne s'agit pas, dit-on (p. 21), de dégager de «causalité sociologique» du coup de foudre mais d'appliquer une «approche compréhensive»; d'où le sous-titre de l'ouvrage et la référence – tardive, puisqu'elle ne se fait qu'à la page 105 – à Weber. De fait, le pari que se posent les auteures se situe moins dans le choix de l'objet, dont les auteures se plaisent à relever l'originalité, mais bien plus à un niveau méthodologique.

Les buts de la recherche sont précisés : d'abord, il s'agit de «découvrir les multiples définitions de cet objet social»; ensuite, on va «identifier les logiques qui ordonnent cette diversité», indépendantes (semblerait-il) des variables classiques de la sociologie (âge, sexe, classe, etc.); enfin, et avec une ambition (et une perspective fonctionnaliste) il est vrai absente de la plupart des analyses contemporaines de la discipline, il s'agit de se demander : «à quoi sert cette uniformité relative, et de quoi procède-t-elle ?» (pp. 21– 22). Par la suite, ces buts sont inlassablement répétés, sans doute aussi afin que le lecteur ne perde pas le fil devant la masse des informations mobilisées.

Car le voyage s'annonce long (l'ouvrage est calqué sur ce beau modèle : une

«aventure cognitive», d'une *poésie analytique* agréable et inhabituelle, parfois un peu grandiloquente). Les 80 pages qui suivent (un cinquième du livre) sont réservées à la discussion d'approches «hostiles et alliées» à celle préconisée ici (qu'on pourrait appeler, au risque du paradoxe, «fonctionnaliste-constructiviste-compréhensive»). Cette partie, en soi peu utile à la démarche prévue, s'avère souvent la plus intéressante et la plus riche.

Avec l'aide de l'anthropologie, le leitmotiv du livre est posé : dans toutes les sociétés, des règles matrimoniales ont établi un équilibre entre forces centrifuges et centripètes par rapport au groupe; dans nos sociétés complexes et (apparemment) hostiles aux règles, ce sont, nous dit-on, les règles sociales, telles que dégagées par la sociologie, qui les ont remplacées (dont ferait partie, sous forme de mythe collectif, le coup de foudre). L'originalité certaine de cette interprétation est entachée par le fait que le glissement pourtant évident de règles explicites à des «règles» (au sens de régularités) statistiques, donc implicites et largement inconscientes, n'est malheureusement pas discuté par les auteures. Les autres «détours» nous mènent par l'ethnologie, la psychologie sociale, le symbolisme, la mythologie, l'histoire européenne, l'analyse littéraire et, du côté des approches ennemies, non seulement la sociobiologie mais en partie aussi la psychologie (avec laquelle semblent pourtant flirter les auteures). Le voyage se veut exhaustif, puisqu'il englobe également une analyse étymologique et un bref compte rendu du traitement du sujet dans la presse féminine et/ou *people* ...

Par la force des choses (la panoplie de domaines abordés), cette partie ne brille pas par la richesse de ses sources; autre particularité, ici (comme partout ailleurs), les références bibliographiques ne contiennent jamais d'indication de page, un fait aussi regrettable qu'incompréhensible. A relever toutefois cette conviction courageuse, devenue rare, qu'en utilisant toutes les ressources intellectuelles à disposition,

un objet ne se fragmente pas mais se laisse au contraire cerner d'autant plus entièrement !

Cette fusion d'approches ne se fait pourtant pas sans difficultés. Notamment, l'alliance de fond entre Durkheim et Weber demande quelques explications. Elles sont fournies à la page 106, un peu rapidement : on vise «une sociologie compréhensive qui consiste en une saisie du sens des actions collectives, révélateur d'une conscience collective et lisible à travers l'articulation des actions individuelles». Le fait, déjà problématique, que cette «conscience collective» (un concept par ailleurs assez vague) ne soit accessible que médiatement (à travers les «actions collectives») se trouve dans le cas précis aggravé puisque ce n'est qu'à travers les narrations des acteurs sur les actions, sur ce qui s'est passé lors du coup de foudre, qu'on peut espérer connaître ce que les auteures nomment ailleurs l'«orchestration collective» du coup de foudre (p. 97). Cette contradiction, au cœur de la démarche choisie et posant des questions méthodologiques de fond, les auteures ne parviendront jamais à la lever : peut-on imaginer cerner une régulation collective, largement inconsciente aux acteurs, en se limitant à une analyse du discours de ces derniers ?

C'est peut-être afin de se prémunir contre cette objection que les chercheuses ont prévu, dans leur dispositif d'entretien, une partie spécifique amenant l'interlocuteur à positionner son coup de foudre sur des axes dichotomiques (individuel-collectif, hasard-logique, maléfique-bénéfique, etc.). Cela donne une analyse statistique (*cluster analysis* et analyses de correspondance), consignée dans un chapitre central qui partage le livre en deux, et qui sert par la suite de clé de lecture pour l'analyse des entretiens à proprement parler. Inutile d'insister sur le fait que ces méthodes, destinées à dégager de manière «fiable» et préalable les pôles récurrents de significations collectives autour du coup de foudre, ne sont imputables ni à Durk-

heim ni à Weber ou à la démarche compréhensive. On se demande d'ailleurs quelle peut être la pertinence d'une analyse statistique, aussi sophistiquée qu'elle soit, menée sur un échantillon très limité (91 personnes) choisi sans réel souci de représentativité. A y regarder de plus près, le lecteur ne peut s'empêcher de penser que cette analyse, très brève (une douzaine de pages) et truffée de mesures chiffrées (alors que par la suite, les pourcentages seront renvoyés aux notes de bas en page), est supposée fonctionner comme point d'articulation solidement empirique, comme *deus ex machina* quantitatif d'un ouvrage sinon essentiellement théorique et qualitatif.

Par ce dispositif, l'analyse de la petite centaine d'entretiens longs racontant autant d'histoires de coup de foudres hautes en couleurs (chapitres 6 à 10) se voit dégradée en une démarche qu'on pourrait appeler «illustratrice», des dizaines d'extraits (parfois extensifs) de ces entretiens ne servant avant tout qu'à corroborer les éléments «consensuels» établis sommairement par voie statistique. La rhétorique peu adroite (une phrase préparatrice anticipe en général le point «à retenir» de l'extrait d'entretien qui suit) renforce le fait étonnant que, à notre sens, cette partie du livre, pourtant basée sur un matériel d'une richesse qu'on entrevoit immense, est de loin la moins intéressante à lire.

De plus, en reprenant l'opposition bachelardienne du début, chaque chapitre est instrumentalisé pour compléter, de manière de plus en plus prévisible, un tableau synoptique sensé résumer le mythe du coup de foudre (p. 280). Celui-ci s'articule sur un axe symétrique, quatre pôles ainsi que 44 cases et établit, en faisant écho aux éléments naturalistes introduits en début d'ouvrage, un lien direct (et, en définitive, anhistorique et asociologique) entre le feu naturel (l'opposition *feu frappé-feu frotté*) et celui amoureux. Malheureusement, la nature précise de ce lien (métaphysique ? linguis-

tique ? mythique ? ...) n'est pas – ne peut pas être – précisée par les auteures. Bref, en fin de parcours, malgré le fait (ou à cause de celui-ci ?) que toutes les hypothèses posées au départ se trouvent validées, le lecteur reste sur sa faim.

Les auteures annonçaient cette honorable intention quant à leur approche du coup de foudre amoureux : «explorer une région de ce pays de mystère, plus pour en mettre en relief le paysage que pour tenter une impossible colonisation» (p. 39). A voir l'artillerie conceptuelle et statistique mise en œuvre (un des titres de chapitre parle d'ailleurs «d'armes et d'outils» qu'il s'agit d'acquérir) et l'interprétation en définitive très univoque qui est faite du coup de foudre, on peut douter que ces intentions aient été suivies jusqu'au bout. Au delà de la plume slerte et de la singularité du point de départ – interroger *in extenso* de parfaits inconnus sur ce qu'on a de plus cher et de plus enfouis comme souvenir –; au delà de la volonté, rare, de faire une analyse sociologique «totale» d'un phénomène souvent considéré comme non analysable, cet ouvrage soulève des problèmes de fond. En définitive, il pose la question de savoir quelles peuvent être aujourd'hui les ambitions d'une science de la société prise comme totalité, et quels moyens elle veut ou peut se donner pour tenter de les approcher.

Olivier Moeschler
Institut de sociologie des
communications de masse,
Université de Lausanne

Peter Fuchs, *Liebe, Sex und solche Sachen: zur Konstruktion moderner Intimsysteme*, UVK, Konstanz, 1999, 124 Seiten.

Welche Perspektiven die Systemtheorie Luhmannscher Provenienz auf so alltägliche Dinge wie die Liebe, Paarbeziehun-

gen, Familie, Sex oder Blutsverwandtschaften eröffnen kann, stellt Peter Fuchs, einer der zur Zeit kreativsten Systemtheoretiker, in 14 Vorlesungen vor.

Wer sich allerdings heimlich freut, unter dem Deckmantel der Soziologie voyeuristische Lektüre betreiben zu können, wird enttäuscht sein. „Liebe, Sex und solche Sachen“ ist eine äusserst lehrreiche Darstellung, wie ein sozialer Tatbestand mit der soziologischen Systemtheorie auf den Punkt gebracht werden kann. Die gewählte Darstellungsform (14 Vorlesungen), der amüsante und trotzdem wissenschaftliche Schreibstil und der in vielen Passagen durchschimmernde Schalk des Autors, der um die Irritabilität seiner Aussagen weiss, lässt das Buch zu einem Lesevergnügen werden, das man sich durchaus auch Sonntags in der Intimität eines Kaminfeuers zu Gemüte führen kann.

Der Leser erfährt zunächst einmal, dass es nicht darum gehen kann die Liebe zu bestimmen; zu sagen „Liebe ist ...“. Angesichts der multiplen Verwendungsarten, der unzähligen Bedeutungen, des Wortes, wäre ein solcher Versuch zum Scheitern verurteilt. Vielmehr geht es Peter Fuchs darum, die Liebe im Hinblick auf ihre Unterscheidungen zu untersuchen. Die Liebe unterscheidet sich und sie unterscheidet etwas. Das geschieht, wenn Menschen (Bewusstsein) spezifische Kommunikationen einsetzen, um sich zu verstehen. Damit wird zugleich auch klar, dass es dem Autor nicht darum geht, Bewusstsein zu untersuchen und wissen zu wollen warum in aller Welt seine Frau es vorzieht mit ihm über die Kinder statt über seine Bücher zu reden. Untersucht werden also nicht psychische Systeme, die Liebe erleben, sich vorstellen, zurechnen, fühlen usw., sondern soziale Systeme, die Liebe kommunizieren, mitteilen, bezeichnen, beschreiben, unterscheiden usw.

Natürlich setzen sich beide Systemtypen voraus. Das eine ginge ohne das andere nicht, doch für den Soziologen zählt nur das, was «die Gesellschaft dem Indi-

viduum ins Ohr flüstert» (um ein Fuchssches Bonmot zu gebrauchen). Dazu zählt, im Hinblick auf die Liebe, eine bestimmte Formvorschrift, welche sich unter der Bedingung funktionaler Differenzierung durchgesetzt hat.

Diese Formvorschrift enthält zunächst einmal Freiheit. Man kann zur Liebe nicht gezwungen werden (im Gegensatz zur stratifizierten Gesellschaft, wo Paare z. B. aus dynastischen Gründen gebildet wurden). Entfaltet sich die Liebe aber zwanglos, wird es auch schwieriger Gründe für ein partielles Lieben anzugeben („wenn dir mein Bierbauch nicht passt, kannst du dir ja einen anderen nehmen“). Würde man ihm mitteilen, ihn nur seiner Plattfüße wegen zu lieben, wäre er beleidigt und würde auf seinen Intelligenzquotienten aufmerksam machen. Würde hingegen dieser als Hauptgrund der Liebe angegeben, wäre er wiederum beleidigt und würde auf seine Muskeln verweisen.

Kurz, die Liebe ist entweder ganz oder gar nicht. Durch diesen Totalitätsanspruch des Intimsystems, müssen Idiosynkrasien ausgeblendet werden, oder mit Peter Fuchs ausgedrückt: „Da ist also auf der einen Seite die Evidenz der Wahrnehmung und auf der anderen Seite die Notwendigkeit, eben diese Evidenzen nicht gelten zu lassen, gegen diese Evidenzen zu operieren, psychisch gleichsam anders zu sehen, zu hören, zu riechen etc.“ (S. 30).

Das Intimsystem ist demnach ein System in dem nicht alles gesagt werden darf, obwohl, nach Formvorschrift, alles gesagt werden kann. Was hier nur angetönt wird, arbeitet Peter Fuchs mit einer ausserordentlich feinen Beobachtungsgabe viel gründlicher aus. Zahlreiche Beispiele, wie und was verschwiegen werden muss, was erwartet werden darf und wie Erwartungen erwartet werden und was passiert wenn sich diese nicht erfüllen, wirken illustrativ und lassen schmunzeln zugleich.

Konzentriert man sich auf die Art und Weise (statt auf die Gründe) wie Kommunikation sich im Intimsystem entfaltet,

wie sie prozessiert wird, sieht man, dass die gesellschaftliche Funktion des Intimsystems auf die Komplettakzeptanz der Person ausgerichtet wird. Die Kommunikationen im Intimsystem orientieren sich an einer Zwei-Seiten Form, die Peter Fuchs in der Differenz von „WIR- ZWEI“ und dem „Rest der Welt“ ortet. Das System unterscheidet seine Innenseite (Wir Zwei) durch die Referenz auf seine Aussenseite (Rest der Welt). „Entscheidend ist, dass das System seine Anschlüsse errechnet durch die Markierung, die auf wechselseitige Höchstrelevanz zeigt unter Ausschluss dessen, was sonst noch vorkommt“ (S. 43). Dass diese Kommunikationsform höchst unwahrscheinlich ist, liegt auf der Hand und es bedurfte des symbolisch generalisierten Kommunikationsmedium „Liebe“, um die Unwahrscheinlichkeit der Kommunikation in wahrscheinliche Kommunikation zu transformieren (Ausführlicher nachzulesen in Niklas Luhmann, *Liebe als Passion*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 1982, 2. Kapitel)

Sexualität besetzt in dieser Kommunikation einen speziellen Platz. So wie die Liebe die Psyche in Kauf nimmt, nimmt sie auch den Körper in Kauf. Sexualität ist sozusagen mitlaufende Referenz, deren Thematisierung den Krisenfall anzeigt. Wie in der Politik Gewalt angewendet wird, wenn ihr Medium Macht versagt, zeigt die Thematisierung von Sexualität im Intimsystem das Versagen der Liebe an. Insofern ist Sexualität ein symbiotischer Mechanismus, weil die Formvorschrift Liebe und Sexualität deutlich trennt (man hört ja nicht auf zu lieben, weil ein Körper den Erwartungen nicht entspricht. Und wenn doch, dann würde die Funktion der Komplettakzeptanz verfehlt.). Ob dieser Gedanke noch konsequent durchgehalten werden kann, ist allerdings fraglich angesichts des zunehmenden Normalisierungsgrades mit dem über Sexualität gesprochen wird. Es wäre dann aber näher abzuklären, inwiefern die Formvorschrift für Liebe vom „romantischen Paradigma“

zum „aufklärerischen Displacement“ evolviert. Diese Diskussion schneidet Peter Fuchs leider nur am Rande an.

Ein zweites Intimsystem, das sich aus dem ersten ergibt und auch im Medium der Liebe beschrieben werden kann, ist die Familie. Allerdings, und hier liegt ein entscheidender Unterschied, richtet sich die Kommunikation in der Familie nicht am Schema WIR-ZWEI/Rest der Welt aus, sondern an der Differenz WIR/Rest der Welt. Abstrakt betrachtet, so meint Peter Fuchs, kann man sagen, „dass die Form des Intimsystems (WIR-ZWEI/Rest der Welt) und die Bezeichnung der Innenseite der Form in das Familiensystem hineinkopiert wird, aber mit der einen Modifikation des Auslassens der ZWEI und des Zulassens der quantitativen Erweiterung des WIR. Wenn das so ist, dann dürfen wir die Vermutung hegen, dass auch die Funktion des modernen Intimsystems mit der Form mitkopiert wird. (...) Auch in der Familie geht es um die Komplettberücksichtigung von Personen, und zwar einer Mehrheit von Personen, um eine multiple Reziprozität“ (S. 87).

Paradox in dieser Hinsicht ist, dass man nach der Formvorschrift nicht zur Liebe gezwungen werden kann und auch für die Familie gilt; allerdings in obligatorischer Form: „man darf nicht nicht lieben“ (92). Dass auch diese Kommunikationsform höchst unwahrscheinlich ist und eines symbolisch generalisierten Kommunikationsmediums genannt „obligatorische Liebe“ bedarf, sieht man daran, dass der Vater tagsüber den Kindern freiwillig die schmutzigen Kleider wäscht und die Mutter samstags mit ihnen Fussballspielen geht, ohne dafür bezahlt zu werden.

Inwiefern zusammengesetzte Familien, alleinerziehende Mütter und Väter oder Homosexuelle Familien der Formvorschrift entsprechen und welche Schwierigkeiten sich daraus ergeben, falls sie das nicht tun, ist für Peter Fuchs eine empirische Frage. Das würde aber eine präzisere Definition der Formvorschrift bedingen,

die, soll sie empirisch eingesetzt werden, darüber Auskunft geben müsste, ob im „romantischen Paradigma“ die Varianz empirischer Familiensysteme unter einer Formvorschrift subsumiert werden kann. Dieser Aspekt kommt im Buch etwas zu kurz. Ausführlich behandelt wird aber das Verhältnis von „Reden“ und „Schweigen“, also was in der Familie thematisiert werden darf, beispielsweise die Abwesenheit von Personen und was verschwiegen werden muss, wie zum Beispiel die Sexualität (die Anzahl Witze zum Thema Aufklärung signalisieren wie schwierig es anscheinend ist, in der Familie über Sex zu reden). Wenn aber Sexualität nicht thematisiert werden kann, stellt sich die Frage ob ein anderer symbiotischer Mechanismus auftritt, sozusagen als „gemeinsamer Körperbezug, der in Krisenlagen angespannt werden kann und dessen Thematisch-Werden zugleich eine fundamentale Systemkrise anzeigt“ (S. 103).

Blutsverwandtschaft, so Peter Fuchs, scheint ein solcher Mechanismus darzustellen, der im Krisenfall eingeschaltet werden kann, um unterscheiden zu können wer dazu gehört und wer nicht. Instrukтив, sind hier natürlich die Fragen, die im Zusammenhang mit Pflegefamilien oder adoptiv Kindern auftauchen. Wie werden in diesen Familien Vergleiche angestellt, die „normalerweise“ über die Konstruktion des Blutsverwandten Kindes laufen können („ganz die Mutter ...“ oder: „typisch, wie der Bruder ...“).

Peter Fuchs hat mit seinen 14 Vorlesungen ein äusserst gelungenes Buch geschrieben, das zugleich Einblick in eine konstruktivistische Soziologie moderner Intimsysteme gibt und eine unterhaltsame Einführung in die Systemtheorie ist. Es wird plausibel dargestellt, dass liebende Systeme Funktionssysteme der Gesellschaft sind, die sich, im Gegensatz zu anderen Funktionssystemen, über die Komplettakzeptanz von Personen unterscheiden. Der Erfolg des modernen Intimsystems liegt in seiner Funktion, trotz der Unwahr-

scheinlichkeit seiner Form und der riskanten Kommunikation, die damit verbunden ist.

Jeremias Blaser
Universität de Lausanne

Anne Fournier et Michel Monroy, *La dérive sectaire*. Paris : PUF, 1999.

Les auteurs se livrent d'abord à un travail de clarification conceptuelle, ou si l'on préfère, d'analyse sémantique. Qu'est-ce qu'une secte, quelle en est le fonctionnement, l'organisation, quels sont les mécanismes d'adhésion, etc. ? Fournier et Monroy nous montrent que, dans une large mesure, les phénomènes sectaires peuvent se subsumer dans des notions bien connues telles que la transgression, la réduction de la dissonance, le désir de fusion, et les processus d'influence sociale, par exemple. Mais ils montrent aussi qu'il y a des phénomènes spécifiques aux sectes, mettant par exemple l'accent sur la révolte des nouveaux adhérents, sur les spécificités de la séduction, et sur ce qu'ils appellent les instruments d'aliénation. Ce travail de clarification est très approfondi, et, si à la fin du livre on ne sait plus très bien ce qu'est une secte, c'est précisément parce que Fournier et Monroy n'ont pas cherché le simplisme.

Ils présentent aussi une tentative d'explication, étroitement liée à leur analyse sémantique. Ils cherchent à mettre en évidence les mécanismes individuels et collectifs qui rendent compte de l'émergence et de l'évolution des sectes, avec un accent particulier sur les mécanismes psycho-sociologiques. Les processus de soumission/domination, de séduction et de déstabilisation, retiennent particulièrement leur attention. Outre ces phénomènes relationnels, ils s'intéressent aux raisons pour lesquelles les individus entrent dans des sectes et y restent. Ils insistent sur le rôle de la révolte, «rupture liée à une

passivité antérieure»; on comprend qu'entrer dans une secte, c'est d'abord rejeter sa propre appartenance à un système social. Cette répulsion, pour des raisons essentiellement psychologiques, est étroitement liée à l'allégeance que l'individu manifestera dans la secte. Les auteurs s'arrêtent sur les mécanismes d'adhésion et d'allégeance dans différents types de sectes.

On savait Fournier et Monroy habiles à naviguer entre psychologie et sociologie. Ils en fournissent encore une fois la démonstration ici. Cependant, paradoxalement, parce que le sujet est présenté de manière claire et synthétique, le lecteur reste dans une sorte de frustration, non pas par rapport au travail des auteurs, mais par rapport à nos connaissances actuelles, en particulier sociologiques, sur les sectes. En effet, le lecteur qui aborde ce livre en se posant la question de savoir pourquoi il y a des sectes et non pas rien – ou autre chose – trouve certes dans ce livre une quantité d'éléments de réponse. Mais il se trouve aussi confronté aux manques de la sociologie actuelle quant à l'aspect macrosociologique du phénomène des sectes. Il faut voir comme un des mérites du livre que de renvoyer le lecteur à des questions qui ne se trouvent pas dans le livre.

Pierre Moessinger
Université de Genève

Ansgar Weymann, *Sozialer Wandel, Theorien zur Dynamik der modernen Gesellschaft. Grundlagentexte Soziologie*. Weinheim und München, Juventa 1998, 224 Seiten.

Zwei Feststellungen dienen Weymann als Ausgangspunkt für seinen Theorieband zum Thema sozialer Wandel. Erstens die Tatsache, dass der Wunsch, „sozialen Wandel zu erklären und zu verstehen, ihn möglichst auch zu steuern“ (S. 12), so alt ist wie die menschliche Gesellschaft.

Zweitens die Tatsache, dass die Soziologie bislang über kein einheitliches Forschungsparadigma verfügt und ein Grundlagentext daher theorievergleichend angelegt sein muss (S. 17 f.).

Die Fülle älterer und jüngerer Theorien zum sozialen Wandel unterteilt Weymann in zwei grundsätzliche Kategorien: Utilitaristische Theorien, die vom nutzenmaximierenden Individuum ausgehen (so die verschiedenen Theorien vom Gesellschaftsvertrag oder Ansätze der rational choice), und normative Theorien, die von einer zielgerichteten Entwicklung der Gesellschaft ausgehen (so Christentum und Marxismus, aber auch sämtliche Modernisierungstheorien).

Seltsamerweise folgt die Kapiteleinteilung des Buches nun nicht dieser Einteilung in utilitaristische und normative Theorien. Die verschiedenen Theorien werden auch nicht in der Reihenfolge ihrer historischen Entstehung besprochen oder nach verschiedenen „Schulen“ geordnet. Vielmehr bildet Weymann drei Teile, von denen der erste „mikrosoziologische(n) und interpretative(n) Theorien zur sozialen Konstruktion von Gesellschaft“ (S. 5) gewidmet ist, der zweite makrosoziologischen Theorien sozialen Wandels und der dritte der Generationen- und Lebenslauf-forschung. Innerhalb dieser drei Teile mäandriert der Autor zwischen älteren und jüngeren, utilitaristischen und normativen Theorien ebenso gewandt wie teilweise willkürlich hin und her. Die Bündelung der Theorien und der Aufbau des Buches erfolgen damit letztlich unter forschungsmethodischen Gesichtspunkten, was von Weymann nicht begründet wird und der Leserin auch nach der Lektüre unverständlich bleibt.

Die Orientierung wird durch zwei weitere Eigenheiten des Buches erschwert. Erstens verwendet Weymann konsequent thematische Kapitelüberschriften ohne Personennamen, obwohl die meisten Abschnitte genau einem Theoretiker gewidmet sind. Bourdieu zum Beispiel ist unter der Überschrift „Kapitalstruktur und Le-

bensstile“ zu suchen, und wer nicht bereits weiss, dass „Lebensstil“ ein Bourdieu'scher Begriff ist, muss Bourdieu auf dem Umweg über das Personenregister suchen. Zweitens zitiert Weymann im Text sämtliche älteren Theoretiker nach den von ihm benützten Ausgaben (Comte 1974, Hume 1984 usw.), ohne zu erwähnen, aus welchem Jahr das Original stammt. Da diese Angabe sogar im Literaturverzeichnis häufig fehlt (unter anderem bei Comte, Hegel, Kant, Marx und Weber), ist dem unbewanderten Leser eine zeitliche Einordnung der präsentierten Theorien völlig unmöglich. Insgesamt ist das Buch also ziemlich unübersichtlich und zum „Nachschlagen“ denkbar ungeeignet.

Umso anregender ist die durchgehende Lektüre von vorne nach hinten, weil der mäandrierende Stil dem Autor erlaubt, eher ungewöhnliche Parallelen zu ziehen und Gemeinsamkeiten zum Beispiel zwischen Christentum und Marxismus (S. 21 ff.) oder zwischen Elias, Weber, Hobbes und Freud (S. 171) aufzuzeigen.

Weymann beginnt mit einem kurzen (und etwas gar kursorisch geratenen) Kapitel über ältere Utopien und Geschichtsphilosophien (von Platon und Bacon über Hegel / Marx bis zu Comte und Gobineau), da diese den Fortschrittsglauben in die europäische Philosophie und später Soziologie getragen haben.

Der erste grössere Teil ist konstruktivistischen Theorien gewidmet, Theorien also, nach denen gesellschaftliche Strukturen nicht per se existieren, sondern nur in der und durch die menschliche Interaktion erzeugt werden. Der weit gespannte Bogen reicht vom symbolischen Interaktionismus (mit Blumer, Goffman, Becker, Strauss, Giddens und Habermas) und Pragmatismus (vor allem Mead) über die Milieu- und Lebensstilforschung der Chicagoer Schule, Bourdieus und Schulzes bis zum Kommunitarismus (Tönnies) und Kulturpessimismus (Forst, Huntington). Den besprochenen Ansätzen gemeinsam ist ihre eher mikrosoziologische Ausrichtung. Das Handeln einzelner Individuen,

allenfalls einzelne Milieus und Institutionen rücken ins Blickfeld, nicht aber die Gesellschaft als Ganzes. In einem kurzen Abschnitt zur Transformation in Ostdeutschland werden Anwendungsmöglichkeiten und Erklärungspotential der zuvor erläuterten Theorien aufgezeigt.

Der Hauptteil des Buches steht unter der Überschrift „Modernisierung der Gesellschaft“. Der Titel verrät, dass hier die Anhänger des Fortschrittsgedankens vereinigt sind. Vorherrschend ist das „Konzept einer dem Fortschritt, der Vernunft und der Harmonie der Gesellschaft verpflichteten Moderne“ (S. 76). Wir finden in diesem Teil die Namen aller „Grossen“ versammelt, die sich mit den Makrostrukturen der Gesellschaft und deren Veränderung befasst haben, Utilitaristen wie Normative.

Ein erstes Kapitel ist den Kapitalismus-kritischen Theorien von Marx und seinen Nachfolgern der Frankfurter Schule (Horkheimer, Adorno) gewidmet sowie der daraus hervorgegangenen, optimistischer gestimmten Diskurstheorie Habermas'. Das zweite Kapitel gehört den strukturfunktionalistischen Modernisierungstheorien, insbesondere Parsons, der die Gesellschaft in verschiedene Teilsysteme wie Politik, Wirtschaft, Erziehung und Recht unterteilt, von denen der als universell gedachte Modernisierungsprozess ausgeht. Dies ist eines der wenigen Kapitel, in denen Weymann nicht nur eine Theorie vorstellt, sondern auch die dagegen vorgebrachte Kritik. Im dritten Kapitel wird als direkte Gegenposition zu Parson Luhmanns „Sozial- und Systemintegration“ zusammengefasst. Unter dem Titel „Staat und Markt, Politik und Ökonomie“ sind im vierten Kapitel eine ganze Menge auch älterer Klassiker versammelt: Locke, Hume, Smith und Weber, welche die Grundsteine für eine Theorie der marktwirtschaftlich organisierten, liberalen Arbeitsgesellschaft legten, Schumpeter als prominenten Befürworter, Polanyi als ebensolchen Gegner des liberalen Modells und schliesslich Coleman, der mit

seiner Theorie der rational choice sowohl individuelles Handeln als auch gesellschaftliche Institutionen auf ein einfaches, minimalistisches Prinzip zurückführt. Ziemlich ausufernd werden im fünften Kapitel verschiedene Analysen und Prognosen zum Wohlfahrtsstaat präsentiert (unter anderem Marshall, de Swaan, Rawl), bevor erneut Ostdeutschland als Beispiel für eine „nachholende Modernisierung“ (S. 136) unter die Lupe genommen wird.

Der letzte grosse Teil des Bandes ist der Generationen- und Lebenslaufforschung gewidmet und gemäss Weymann das eigentlich Neue an seinem Buch, da diese Ansätze normalerweise nicht in einen Überblick über Theorien zum sozialen Wandel einbezogen werden. Notwendig und sinnvoll wurde dies, weil sich angesichts wachsender Differenzierung und Pluralisierung der Gesellschaft und der Einzelbiografien die Lebenslaufforschung zunehmender Beliebtheit erfreut (explizit ist hier die Methode der Ausgangspunkt für die Darstellung).

Vorgestellt werden Analysen zur sozialen „Differenzierung von Lebenszeit in Altersphasen“ (S. 148), die Entstehung von historischen Generationen und -folgen – ausführlich dargestellt am Beispiel der Polish Peasant Studie –, der neue Umgang mit der eigenen Lebenszeit unter dem Titel „Ökonomie des modernen Lebenslaufs“ und schliesslich der Zivilisationsprozess (Elias) auf individueller und gesellschaftlicher Ebene.

Eine stattliche Zahl von Theorien ist es, die Weymann auf 185 Seiten unterbringt. Vieles wird nur gestreift, angetönt, kommt in enorm geraffter Form daher. Ob er im Dienste der Leserin nicht etwas weiter ausholen und dafür den ein- oder anderen Namen hätte weglassen können? Die Bände der Reihe „Grundlagentexte Soziologie“ sollen sich „als Basislektüre für Vorlesungen, Seminare und andere Lehrveranstaltungen mit einführendem Charakter eignen“ (Umschlag). Diesen Anspruch erfüllt der vorliegende Band kaum, dazu setzt er zuviel Wissen voraus. Was soll

der Einsteiger, der die Namen Mead und Dewey erst in späteren Kapiteln zu Gesicht bekommt, mit einem Satz wie: „Blumer hatte theoretische Arbeiten des philosophischen Pragmatismus, insbesondere Meads und Deweys, und die klassischen empirischen Studien der Chicago-Schule der Soziologie unter diesem Begriff (symbolischer Interaktionismus, S. B.) in vereinfachter Form subsumiert und dadurch popularisiert“ (S. 37)? Max Webers protestantische Ethik wird auf drei Zeilen an sich hervorragend zusammengefasst: „Die Idee der protestantischen Ethik begünstigt über die Prädestinationslehre und die innerweltliche Askese die Entstehung einer Wirtschaftsgesinnung mit einer ausgeprägten Berufsethik, die die Pflicht zur Bewährung in der täglichen Arbeit betont“ (S. 108). Aber kann die Anfängerin, die vielleicht den Begriff der Prädestination nicht kennt und nicht gesagt bekommt, wie Weber zum Ausdruck „innerweltliche Askese“ kommt, damit Weber kennenlernen und begreifen?

Weymanns Theorieband ist weder ein Nachschlage- noch ein Einführungswerk. Aber es ist ein spannend zu lesendes und zu mancherlei Fragen und Gedanken anregendes Panoptikum soziologischer Theorien zum gesellschaftlichen Wandel aus drei Jahrhunderten für den mit der Materie bereits vertrauten Leser.

Sylvia Bendel
Hochschule für Wirtschaft
6006 Luzern

Philippe Ségur, *La crise du droit d'asile*, Paris, PUF, coll. «Politique d'aujourd'hui», 1998, 181 p.

L'asile est un domaine qui fait l'objet de nombreux débats et controverses dans les sociétés européennes. Bien que le thème soit largement exploité au niveau politique, il n'existe que peu d'ouvrages abordant cette problématique d'un point de vue

scientifique. C'est l'entreprise à laquelle s'attache Philippe Ségur.

Son interrogation part du constat de la crise du droit d'asile. A l'inverse d'autres auteurs, Ségur affirme que cette situation, loin de constituer une anomalie, est constitutive du droit d'asile. Ce droit a en effet toujours eu ses détracteurs et ses défenseurs; sa validité n'a cessé d'être incertaine, son contenu fragile et l'hostilité à son endroit fait partie aussi de ses attributs : «Le droit d'asile est un droit passionnel qui soulève dans les coeurs une égale proportion d'amour et de haine». Pour expliquer l'ambivalence suscitée par ce droit, l'auteur propose une double thèse : en premier lieu, le droit d'asile est né comme un droit religieux et, de ce fait, comme un droit soustrait à la justice ordinaire, entraînant une source de tension avec celle-ci; en second lieu, ce droit, pour exister, nécessite la présence de plusieurs pouvoirs autonomes en conflit. La concentration du pouvoir et la disparition des contre-pouvoirs mène donc nécessairement au risque de disparition du droit d'asile.

Pour construire sa démonstration, l'auteur nous invite à voyager à travers l'histoire de l'Occident, de l'antiquité à nos jours. Faisant preuve d'une grande érudition, il passe en revue la tradition hébraïque, les asyliers grecques, la position romaine; il s'arrête longuement sur la vision chrétienne du droit d'asile pour mieux comprendre par la suite sa sécularisation, avec l'émergence et l'affirmation des Etats-nations, sans oublier les transformations qu'il subit entre la fin de la Seconde guerre mondiale et l'instauration de l'Europe de Schengen. Le panorama qui nous est présenté ne se limite pas à une histoire du droit, mais fait appel également à l'histoire des religions, à la sociologie et à la science politique.

En scientifique rigoureux, l'auteur commence par préciser ce qu'il entend par asile. Il le définit au sens large comme «la protection que les individus peuvent trouver dans un lieu particulier régi par une institution». Cette définition énonce

les trois pôles entre lesquels son centre de gravité s'est déplacé à travers l'histoire : le lieu, l'individu et l'institution.

Depuis des temps immémoriaux en effet, les fugitifs cherchent protection dans des lieux sacrés, réputés inviolables. L'asile est ainsi d'abord un attribut d'un lieu sensé incarner depuis toujours une volonté divine : celui qui se trouve dans un tel lieu ne peut être atteint par la justice profane : La pensée chrétienne donnera ensuite naissance à une exigence de charité qui fera de l'asile un véritable devoir pour la conscience individuelle. Avec la révolution française et la sécularisation qui lui est concomitante, l'asile n'est plus rapporté au caractère spécifique d'un lieu ou à un devoir qui incombe à celui qui l'accorde, mais au droit du demandeur lui-même, tout en étant limité au domaine politique. Cependant, parallèlement à la notion libérale de l'asile comme droit individuel, se développe une conception antagoniste qui finira par s'imposer, qui est celle de l'asile comme un droit de l'Etat. C'est l'Etat qui décidera de manière souveraine, sur le territoire qu'il contrôle, qui mérite la protection et qui ne la mérite pas. Le contrôle qu'il exerce sur l'octroi du refuge sera dès lors une manière d'affirmer son pouvoir face aux instances qui peuvent être tentées de le lui disputer.

Malgré les changements survenus à travers l'histoire, l'auteur voit un lien de continuité, qui n'est pas sans rappeler la pensée durkheimienne, entre l'asile religieux d'antan et l'asile sécularisé, présenté comme une prérogative laïque de l'Etat-nation contemporain. Il perçoit en effet dans les origines religieuses du droit d'asile, «la matrice cachée des politiques contemporaines».

L'auteur reconnaît que des transformations qualitatives importantes se sont produites entre l'asile religieux et l'asile étatique : les lieux de refuge ne sont plus des enclaves divines mais des territoires nationaux; l'autorité légitime ne repose plus sur le pouvoir religieux mais sur l'institution étatique; les oppositions

importantes ne sont plus celles entre le sacré et le profane, mais entre le national et l'étranger. Cependant, un lien de continuité apparaît dans l'utilisation du droit d'asile comme un instrument symbolique de constitution de la collectivité, mode de distinction entre «nous» et les «autres» : «on est vraiment soi-même quand on se différencie de l'autre, que ce soit pour lui offrir refuge ou pour le repousser».

L'asile apparaît donc à travers les époques comme un lieu hautement symbolique de production du Nous collectif. Même de nos jours, les procédures qui aboutissent à l'octroi de la qualité de réfugié désignent implicitement le territoire national comme un sanctuaire inviolable pour tous ceux qui voudraient porter atteinte au fugitif. Au sein de l'Etat-nation le débat oppose ceux qui ont une conception ouverte du «sanctuaire national» à ceux qui en ont une conception restrictive. A ce propos, on ne peut s'empêcher de penser, aux discussions qui ont lieu en Suisse autour du symbole de «la barque», plus ou moins pleine, évocatrice de l'arche de Noé, dernier rempart contre le naufrage du monde ...

Le débat entre les partisans d'un droit d'asile généreux et les défenseurs d'un droit d'asile restrictif n'est pas inédit, nous rappelle l'auteur. Dès l'antiquité, l'asile est source de tensions entre le pouvoir religieux et le pouvoir politique; au Moyen Age, diverses réserves sont émises à l'égard de l'universalisme du droit d'asile chrétien, qui finit par devenir plus restrictif, suite notamment aux oppositions du pouvoir monarchique. Cependant, le droit d'asile se nourrit des tensions entre divers pouvoirs, car pour exister il nécessite un pluralisme institutionnel : pouvoir religieux et pouvoir politique autrefois, multiplicité d'Etats souverains aujourd'hui. En effet, l'individu persécuté par une autorité publique souveraine serait anéanti si une autre autorité à la puissance égale ne lui accordait le couvert de sa propre souveraineté. Mais le réfugié ne gagne ni en dignité ni en capacité juridique,

se trouvant ainsi dépendant de la nouvelle puissance qui veut bien lui accorder sa protection, «objet d'échange entre deux systèmes souverains».

La thèse de Ségur sur la nécessité du pluralisme des pouvoirs pour la persistance du droit d'asile est intéressante. On ne peut que regretter qu'il ne l'ait pas suffisamment utilisée pour analyser la situation actuelle. L'auteur montre en effet qu'en France dans les années 90, le droit d'asile ne cesse de devenir de plus en plus restrictif. Il relie cette situation notamment à la construction européenne qui, tout en abolissant les frontières intérieures, renforce les frontières extérieures devenues plus imperméables aux flux migratoires, mouvements des réfugiés compris. Cette explication aurait gagné en portée si l'auteur l'avait située dans un contexte géopolitique plus large. Il convient en effet de rappeler qu'au temps de la «guerre froide» il existait un véritable pluralisme de pouvoirs entre deux «blocs». Pour les Etats occidentaux, octroyer l'asile aux opposants au «socialisme réel» revenait à affirmer leur pouvoir face au bloc ennemi. Dans les années 90, le monde cesse d'être bipolaire; les Etats occidentaux disposent d'un pouvoir quasi incontesté sur le reste du monde et n'ont plus besoin de l'arme de l'asile pour faire valoir leur puissance. Les rares moments d'ouverture en matière de réfugiés, correspondent désormais à des situations de conflit ouvert avec un ennemi extérieur, comme ce fut le cas au Kosovo récemment.

On regrette également que l'auteur passe pratiquement sous silence la période de la Deuxième guerre mondiale, alors qu'il s'agit d'une des périodes les plus noires de l'histoire pour le droit d'asile dans le monde. Une étude plus fouillée de cette époque aurait permis par ailleurs de mettre à l'épreuve sa thèse sur le pluralisme des pouvoirs.

En dépit de ces quelques critiques et d'un centrage presque exclusif sur la situation française au détriment d'autres contextes nationaux en Europe, l'ouvrage

de Philippe Ségur fournit sans nul doute une mine d'informations sur la problématique de l'asile. Il constitue également un exemple d'analyse rigoureuse et novatrice sur les changements qui ont affecté le droit d'asile à travers l'histoire.

Claudio Bolzman
Institut d'études sociales
Genève

Bettina Heintz, Bernhard Nievergelt (Hrsg.), *Wissenschafts- und Technikforschung in der Schweiz. Sondierungen einer neuen Disziplin*. Seismo Verlag, Zürich 1998, Fr. 42.—

Forschung und Entwicklung sowie die gesellschaftliche Einführung neuer Technologien und Produkte sind für die Schweiz von herausragender Bedeutung und zu einem Feld mitunter heftiger politischer Auseinandersetzungen geworden. Diesbezüglich konstatiert Helga Nowotny (Zürich) im Vorwort (7–12) eine grundlegende Diskrepanz zwischen dem Stellenwert von Wissenschaft und Technik „und dem offenkundigen Fehlen einer systematisch betriebenen Reflexion über deren gesellschaftliche Voraussetzungen, Einbettung und Folgen“ (7). In der Einleitung (13–16) betonen die HerausgeberInnen, dass „je grösseren Realitätsgehalt der Begriff, Technowissenschaft“ bekommt, desto wichtiger wird es, Wissenschafts- und Technikforschung als ein neues und eigenständiges Forschungsgebiet zu behandeln – und in der Schweiz zu etablieren.“ (14) Dazu beizutragen ist das wissenschaftspolitische Ziel dieses Bandes. Es erfordert, sie im Ensemble wissenschaftlicher Institutionen und Disziplinen zu positionieren und im Horizont gesellschaftlich relevanter Problemstellungen zu entfalten.

Das Buch ist in vier Teile gegliedert, wobei die beiden Mittelteile am umfangreichsten sind. Der eine Einführungs-

aufsatz von Bettina Heintz (Mainz) zur Wissenschaftsforschung (55–94) geht von der interessanten Beobachtung aus, dass es mit Schrödinger, Heisenberg und Bohr Naturwissenschaftler der 1920er und 30er Jahre waren, die die Beobachterabhängigkeit auch der sog. harten Wissenschaften proklamierten, wohingegen die Soziologen – allen voran Mannheim und Merton – nur „sich selbst der ‚Standortgebundenheit‘“ bezichtigten, „den ‚harten‘ Wissenschaften aber umstandslos den Anspruch auf Objektivität“ (56) zubilligten. Dies hatte die „Aufspaltung von *Wissenssoziologie* und *Wissenschaftssoziologie*“ zur Folge, wobei erstere sich „mit der Analyse des ‚weichen‘ Wissens begnügte“, letztere sich „jeglicher erkenntnistheoretischer Reflexion“ enthielt und „sich stattdessen auf die Analyse der Wissenschaft als *Institution*“ (56) beschränkte. Erst mit der Legitimationskrise in den späten 60er Jahren wurde „das wissenschaftliche *Wissen* selbst in den Vordergrund gerückt“ (57), zuerst in Grossbritannien und den USA als *sociology of scientific knowledge*. Bei der institutionalistischen Perspektive (57–69) geht es zum einen um die interne Struktur der Wissenschaft als gesellschaftlich spezifischer Praxis der Wissensproduktion, zum anderen um ihre Wechselwirkungen mit anderen gesellschaftlichen Bereichen wie Wissenschaftspolitik und Wissenstransfer. Die konstruktivistische Perspektive (69–87) hingegen zielt v.a. auf die epistemische Dimension von Wissenschaft, indem nach sozialen Konditionierungen der Erzeugung wie der Rechtfertigung wissenschaftlichen Wissens geforscht wird. Abschliessende Überlegungen sind dem aktuellen „science war“ gewidmet und betreffen die Legitimitätsgrundlagen der Wissenschaftsforschung wie umgekehrt die der Naturwissenschaften selbst. Heintz vermag es, in diesem erbittert geführten Streit eine Position zu präsentieren, die eine Grundlage der Verständigung bieten könnte: gegen einen „rigorosen Soziologismus“ (90) und für die

differenzierende Anerkennung der spezifischen Eigenlogik der Naturwissenschaften.

Werner Rammerts (Berlin) Einführungsaufsatz zur Technikforschung (161–193) geht davon aus, dass ihr gestiegener Stellenwert einerseits im „Entstehen neuer Problemlagen und eines wachsenden gesellschaftlichen Bedarfs an Beratung“ und andererseits in der „innere(n) Dynamik der Sozialwissenschaften“ (161) begründet ist. Letztere Entwicklung ist gleichsam paradox: nachdem „Technik und technischer Wandel (...) integrale Bestandteile des klassischen Programms der Sozialwissenschaften“ waren, wurden sie mit „der fortschreitenden Separierung und Spezialisierung von Disziplinen und Forschungsfeldern“ (161) marginalisiert, um schliesslich als vielfältig spezialisierte Felder wieder Anschluss an disziplinäre Entwicklungen zu finden. Anhand von Marx, Durkheim und Weber wird an frühe Konzeptionalisierungen sachlich vermittelter Sozialbeziehungen und sozial konstituierter Techniken erinnert (163–165). Verschiedene Bestrebungen, die mit dem Struktur-Funktionalismus in den 1950er und 60er Jahren durchgesetzte „Sachvergessenheit der Soziologie“ zu beheben, werden vorgestellt – wie die Industrie- und Stadtsoziologie, Technikphilosophie und Kritische Theorie, die allerdings noch durch das Produktionsparadigma und einen verengten Technikbegriff charakterisiert waren (166–176). Die sich seit den 1930er Jahren international herausbildende Technikfolgenabschätzung – politisch wichtigste Begründungsquelle für Technikforschung – wird im Hinblick auf drei konstitutive zeitliche, sachliche und soziale Dilemmata diskutiert, die sich auf die Ziele der Rechtzeitigkeit, Umfassendheit und Steuerungswirksamkeit beziehen. Neuere Forschungsorientierungen wie die Technikgenese-, Risiko- und Innovationsforschung werden vorgestellt (176–181) und die theoretische Debatte wird auf Begriffe von Technik und Technisierung (dazu auch 168 ff.), technischen Wandel und strate-

gische Steuerung zugespitzt (181–188). Abschliessend plädiert Rammert für eine Forschung, die die Vielgliedrigkeit und Akteursbezogenheit technischer Entwicklungen betont, aus der deren spezifische Kontingenz, Gemachtheit und Macht resultieren. Im Ergebnis erscheint die Techniksoziologie als ein Ensemble von Theoremen und Perspektiven, die je nach Fragestellung und praktischem Interesse Verbindungen aus anderen Disziplinen eingehen; ihrer Weiterentwicklung ist es sicherlich zuträglich, sie in die breitere Theoriediskussion in den Sozialwissenschaften zu stellen.

Die instruktiven und anregenden Aufsätze von Heintz und Rammert sind die theoretischen Stützen des Buches. Auch wenn sie über die Grenzen der eigenen Disziplin hinaus blicken, handelt es sich um wissenschafts- bzw. *techniksoziologische* Beiträge. Diese Akzentuierung ist erstens insofern allgemein gerechtfertigt, als es von soziologischem Grund aus am ehesten möglich sein dürfte, integrale Perspektiven zu entfalten, zumal wenn er sozialwissenschaftlich breit angelegt ist. Zweitens liegt es speziell für die Schweiz nahe, weil die soziologische Wissenschafts- und Technikforschung, verglichen mit der historischen oder philosophischen, institutionell am schwächsten verankert ist. Drittens sind es auch im internationalen Massstab v.a. sozialwissenschaftliche Orientierungen gewesen, die erneuernd gewirkt haben.

Auf die beiden Überblicksartikel folgen je fünf Fallstudien mit Schweizbezug. Jakob Tanner (Historiker, Zürich) analysiert anhand des sog. autonomen Menschen, einem von der chemisch-pharmazeutischen Industrie auf der Schweizerischen Landesausstellung 1939 finanzierten medizinischen Demonstrationsobjekt, wie damit „die ‚harten‘ Fakten der wissenschaftlichen Forschung mit ‚weichen‘, im öffentlichen Raum zirkulierenden Vorstellungen kompatibel gemacht“ (98) wurden, so dass die hiermit konstituierten wechsel-

seitigen An-/Erkennungseffekte zugleich ein bestimmtes Dispositiv von biologischem Körper und einzelner, Industrie und Staat präformierten (95–104). Niklaus Stettler (Historiker, Basel) untersucht die verzögerte Rezeption der neodarwinistischen Evolutionstheorie in der Schweiz in den 1950er Jahren (105–116). Karl Weber und Martin Wicki (Soziologen, Bern) vergleichen anhand dreier Disziplinen – Betriebswirtschaftslehre, Chemie und Geschichte – die strukturellen und organisatorischen Bedingungen, die eine internationale Ausrichtung befördern (117–129). Martina Merz (Physikerin/Wissenschaftssoziologin, Genf) zeigt anhand des Ereignisgenerators in der Teilchenphysik, wie diese spezifische Computersimulation nicht vorgegeben ist, sondern ihren multiplexen Charakter im Zusammenspiel mit Autoren und Nutzern beständig steigert (131–146). Jean-Pierre Hurni und Jan Lacki (Physiker, Genf) widmen sich dem Zusammenhang zwischen geringem Bekanntheitsgrad der theoretischen Physiker aus der Romandie und deren Position im Wissenschaftssystem (147–157). David Gugerli (Historiker, Zürich) untersucht anhand eines berühmten Kraftübertragungsexperiments in den 1880er Jahren die Elektrifizierung der Schweiz als einen kommunikativen Prozess (195–211). Tobias Straumann (Historiker, Zürich) diskutiert – und verwirft – hinsichtlich der Netzwerkbildung zwischen Naturwissenschaft, Militär und Industrie die These, dass es sich bei der chemischen Forschung und Entwicklung im Ersten Weltkrieg um ein vorweggenommenes Manhattan-Projekt gehandelt habe (213–224). Peter Hug (Historiker, Bern) rekonstruiert den gescheiterten Versuch, in der Schweiz eine Atombombe zu bauen, den er mit Besonderheiten staatlicher Förderpolitik industrienaher Technologieentwicklung kontextualisiert und damit auch charakteristische Aspekte der Atomenergieentwicklung in der Schweiz sichtbar macht (225–242). Franco Furger (Elek-

troingenieur, Fairfax, Virginia) und Bettina Heintz analysieren die Entwicklung des ersten schweizerischen Computers an der ETH Zürich, eine Parallelerfindung, der es nicht gelungen ist, sich über den lokalen Rahmen hinaus durchzusetzen (243–255). Christoph Müller (Soziologe, Zürich) versucht schliesslich, für die Gen- und Fortpflanzungstechnologie das Spektrum gesellschaftlicher Auswirkungen, Legitimations- und Steuerungsprobleme zu skizzieren (257–269).

An diesen Fallstudien fällt erstens auf, dass sie sich auf ihre Empirie konzentrieren, nur ausnahmsweise konzeptionelle Ansprüche erheben. Damit ermöglichen sie quasi theoretisch unverstellte Ansichten, begnügen sich aber umgekehrt damit, selber als blosser Beispiele für Wissenschafts- und Technikforschung zu fungieren. Einem bescheiden als „erster Schweizer Gehversuch“ (13) deklarierten Buch tut dies keinen Abbruch. Perspektivisch gedacht erweist es sich aber dann als problematisch, wenn ein m. E. bedenklicher internationaler Trend in diesem Feld reproduziert wird: dass nämlich wenige konzeptive Köpfe die analytischen Rahmen für die Fallstudien der vielen formulieren. Glücklicherweise sind die Fälle, wo empirische Forschung und theoretische und methodologische Entwicklung zusammenkommen. So überzeugt besonders Tanner durch eine originelle Konzeptionalisierung und über sein Anschauungsbeispiel hinausreichende Schlussfolgerungen. Oder Furger und Heintz mit dem Argument, dass technologische Paradigmen nicht die ihnen oft zugeschriebene determinierende Funktion besitzen, sondern einen grossen Handlungsspielraum offenlassen, der wesentlich abhängig von lokalen Faktoren gefüllt wird. Zweitens: Das disziplinäre Gesamtprofil zeigt sich in bezug auf die Schweizer Situation insofern als eingeschränkt, als philosophische Arbeiten nur am Rande erwähnt werden, politik- und medienwissenschaftliche Beiträge ganz fehlen.

Der erste Teil, „Perspektiven auf Wissenschaft und Technik“, enthält zwei Auf-

sätze: Judy Wajcman (Canberra) widmet ihren Beitrag „Male Designs on Technology“ (21–38) den Beziehungen zwischen der Geschlechterforschung und der sozialwissenschaftlichen Wissenschafts- und Technikforschung. Inhaltlich geht es um den Nachweis der Prägung von Wissenschaft und Technik durch die Geschlechterverhältnisse – sowie um deren feministische Kritik. Bruno Latours (Paris) Essay „La clef de Berlin“ (39–50) exemplifiziert am sog. Berliner Schlüssel die Korrespondenz von technologischen und sozialen Strukturierungen. Wenn man an diesen Teil weitergehende Ansprüche stellt – und sich nicht damit bescheidet, die beiden bekannten Wissenschaftler einfach „zu Wort kommen“ (14) lassen zu wollen – kann er nicht durch eine kohärente Anlage überzeugen.

Wichtige Möglichkeiten der epistemischen und institutionellen Klärung werden verschenkt. Erstens erschöpft sich Latours Beitrag in einer flott geschriebenen Fallstudie. Dabei hätte er durchaus Substantielleres beitragen können – etwa wenn er spezifisch französische Entwicklungen, Fallstricke der Wissenschafts- und Technikforschung oder umgekehrt aus dieser resultierende Impulse für die Sozialwissenschaften diskutiert hätte. Zweitens ist es begrüssenswert, dass die Geschlechterforschung als angrenzendes Feld vorkommt. Bedauerlich ist aber, dass grundlegende Fragen nicht aufgeworfen werden. Die Wissenschafts- und Technikforschung ist in ähnlicher Weise wie die Geschlechterforschung – und im übrigen auch die Umweltforschung – epistemisch strukturiert und institutionell positioniert. Alle drei Felder – in denen es teilweise parallel laufende Debatten gegeben hat, wie zum Stellenwert konstruktivistischer Perspektiven – haben sich in dem Spannungsfeld entwickelt, einerseits *neue Teildisziplinen* etwa der Soziologie, Politikwissenschaft oder Philosophie darzustellen, andererseits als *multidisziplinärer Zusammenhang* zu fungieren. Entsprechend sind sie *weder* auf eine ihrer je spezifischen disziplinären

Ausprägungen reduzierbar, *noch* problem- oder konfliktfrei interdisziplinär integrierbar, *noch* gar selbst eine neue Disziplin. Diese Problematik zu thematisieren ist gerade in einer frühen Institutionalisierungsphase wichtig. Die Kategorien, mit denen einleitend der disziplinäre Status der Wissenschafts- und Technikforschung artikuliert wird, tragen kaum zur Klärung bei. So sprechen die HerausgeberInnen einerseits von zwei unabhängig voneinander entstandenen Forschungsfeldern bzw. „*einem* Forschungsfeld“, das sich einer erlangten „gemeinsame(n) epistemischen Basis“ (13) verdankt, andererseits von einer „neuen Disziplin“, die zudem in vielfältiger Weise „Interdisziplinarität“ (15) repräsentiert. Drittens wäre die Untersuchung der unterschiedlichen Entwicklung in verschiedenen Ländern weiterführend gewesen. Damit liessen sich besser fundierte Schlussfolgerungen für ihre epistemische wie institutionelle Profilierung in der Schweiz ziehen. Mittels einer Auswertung der Stärken und Schwächen internationaler Entwicklungen könnten Fehler vermieden und besonders vielversprechende Ansätze verfolgt werden.

Im abschliessenden, der weiteren Institutionalisierung gewidmeten Teil arbeitet Bernhard Nievergelt (Zürich/Berlin) ein Konzept für ein interdisziplinäres Zentrum aus (273–289). Nach der Beschreibung, wie schweizerische Wissenschaftsorganisationen in den 1990er Jahren begannen, die Wissenschafts- und Technikforschung als in der Schweiz unterentwickeltes, aber förderungswürdiges Feld zu erkennen, schenkt er dem zentralen Problem besonderes Augenmerk, wie sie sowohl universitär als auch ausseruniversitär tragfähig verankert werden kann. Seine Position überzeugt, sie einerseits im Rahmen verschiedener universitärer Disziplinen zu fördern, da sie „sich nicht einzelnen Disziplinen zuordnen“ lässt, und andererseits „quer zu den etablierten Disziplinen“ (278) und orientiert an gesellschaftlichen Problemen in transdisziplinären Projekten ausser-

universitär zu organisieren. Das Zentrum wird anschaulich anhand zu erfüllender wissenschaftlicher und gesellschaftlicher Funktionen präsentiert – wie Austausch mit der Öffentlichkeit und Dokumentation, Ausbildung und Lehre, problemorientierte Projektforschung, Vertiefung der Grundlagen der Wissenschafts- und Technikforschung, Kooperation mit verschiedenen gesellschaftlichen Gruppen und Organisationen. Nievergelt erweist sich als phantasiereicher Organisator, der seine konzeptionell wie finanziell nicht bescheidene Perspektive in die Schweizer Wissenschaftslandschaft einzubetten versteht.

Dieses Buch macht deutlich, dass die eigentliche Herausforderung neben dem Ausbau universitärer Forschung und Lehre in der Schaffung ausseruniversitärer Forschungszusammenhänge liegt, die auch gesamtschweizerische, alle Landesteile einbeziehende Strukturen beinhalten. Dementsprechend erweist sich die Orientierung des Untertitels auf eine „neue Disziplin“ als verkürzt und irreführend. Angesichts der detaillierten Institutionalisierungsüberlegungen tritt eine weitere Lücke um so klarer hervor: eine Agenda von Forschungsfragen. Auf neue, mit Wissenschaft und Technik verbundene Probleme wird wiederholt rekuriert, ohne dass diese allerdings systematisch und programmatisch entfaltet würden. Damit verbleiben die Forschungsdesiderate auf einer Ebene, wie sie jedem interessierten Bürger spontan auch einsichtig sind. Zur Begründung einer verstärkten Förderung mag das zunächst genügen; allerdings dann nicht mehr, wenn es um die Einrichtung eines Zentrums geht, in dem speziell für die Schweiz wichtige Problematiken bearbeitet werden sollen. Darin sehe ich einen notwendigen nächsten Schritt.

Weiter zu überlegen bleibt, wie sich ein Zentrum für Wissenschafts- und Technikforschung und ein – ebenfalls noch nicht gegründetes – Sozialwissenschaftliches Zentrum (Kriesi/Farago, NZZ v. 6.3.98) aufeinander beziehen sollen. Ich

plädieren dafür, jenes zu einem Teil von diesem zu machen. Erstens liessen sich so die Kräfte bündeln, die die Schweizer Sozialwissenschaften stärken wollen (zum Evaluationsbericht des Wissenschaftsrats 276 f.); zweitens würde sich damit einhergehend die Anforderung konkretisieren, Problematiken und darauf zielende inter-/disziplinäre Forschungsprogramme zu formulieren; und drittens ergäben sich im Neben- und Miteinander mit anderen, im Modus problemorientierter Grundlagenforschung zu bearbeitender Felder – wie den Perspektiven des Sozialstaats, der europäischen Integration, Stadt- und Regionalentwicklung, Umweltpolitik oder der Demokratie – Möglichkeiten eines institutionalisierten, Überraschungen bergenden Austauschs.

Sehr verdienstvoll ist jedenfalls, dass dem breiteren Publikum ein überdurchschnittlich ansprechend gestaltetes Buch zum Einstieg in die Hand gegeben wird und der Stand der Wissenschafts- und Technikforschung in der Schweiz sowie Anforderungen ihrer Weiterentwicklung deutlich werden.

Daniel Barben
Zentrum Technik und Gesellschaft
Technische Universität Berlin

Jean Widmer et Cédric Terzi (éds.), *Mémoire collective et pouvoirs symboliques*, Fribourg, Université, collection Discours & Société 1, 1999, 230 p.

Tout acteur social est, un jour ou l'autre, engagé dans un conflit d'intérêt à l'origine d'une communication conflictuelle. Nous connaissons en effet tous cette situation inconfortable dans laquelle la défense de son point de vue devient le principal enjeu de la communication. Dans la discorde, plusieurs moyens peuvent être employés pour imposer sa conception des circonstan-

ces. Le plus simple et le plus pacifique est sans conteste le discours argumentatif dans lequel tous les débattants proposent au public témoin des représentations particulières de la situation ou de l'objet concerné. Le discours politique médiatisé relève de ce type de débat polémique qui permet ainsi au spectateur extérieur, s'est à dire au citoyen, de reconnaître l'existence d'une multiplicité de points de vue.

Comprendre les manières dont s'organise cette lutte symbolique, telle est l'ambition première de ce numéro de la collection «Discours & Société», recueil de recherches réalisées par des étudiantes et des étudiants de disciplines diverses (archéologie, histoire, littérature, communication ...) sous la direction de Jean Widmer et Cédric Terzi. Le sous-titre de l'ouvrage «l'affaire dite des fonds juifs et de l'or nazi dans le discours social en Suisse, 1995–1997», circonscrit clairement le champ commun d'investigation.

Dans sa remarquable introduction, Jean Widmer fournit le cadre théorique nécessaire à la compréhension des huit recherches qui suivent. Ce recueil ne constitue cependant pas un ouvrage théorique incontournable. Il n'a d'ailleurs pas cette prétention. Aucune révélation et/ou découverte scientifique fondamentale ne se donne ici véritablement à lire. D'autres ouvrages permettent par exemple une meilleure compréhension de ce que sont la «Mémoire collective» et le «Pouvoir symbolique». De lecture agréable en raison de sa qualité rédactionnelle et de l'intérêt du sujet, cette publication reste pourtant une excellente source d'information pour le lecteur désireux de mieux comprendre le lien unissant ces deux notions clef.

Les analyses du discours de la presse, opérées suivant une démarche strictement compréhensive, offrent en premier lieu un regard d'une grande qualité sur la construction médiatique des problèmes sociaux. A la manière de Cefaï, régulièrement cité en référence, le problème public est présenté comme une «mise en

récit». D'un point de vue plus large, la production médiatique est considérée comme un acte de communication inscrit dans un lieu et un temps déterminé. Cette contextualisation, caractéristique de la démarche sociolinguistique et/ou ethno-méthodologique, permet alors aux discours de presse d'apparaître, «enfin» serait-on tenté de dire, comme de véritables actions sociales et offre de cette manière la possibilité d'approcher plus concrètement le pouvoir symbolique des médias, dans la mesure où « (...) analyser un texte comme pratique, c'est y découvrir les traces de sa production comme sens et l'anticipation de sa lecture comme proposition de lire le monde d'une certaine manière» (J. Widmer, p. 8).

Mais c'est aussi, et peut-être surtout, de la compréhension du phénomène de construction des identités collectives, ici de l'identité suisse, dont traite cet ouvrage. Très habilement, le discours public est présenté comme le moyen privilégié d'approcher l'opinion et le lien politique en Suisse. Les différents travaux d'analyse, indépendants mais complémentaires, mettent alors collectivement en avant les stratégies d'actions politiques, c'est-à-dire le «pouvoir symbolique», qui permettent d'identifier «la manière dont une collectivité se constitue en tant que collectivité» (J. Widmer, p. 11). Ces recherches multidimensionnelles apparaissent donc comme une vaste déconstruction méthodique des identités collectives qui sont nécessairement mobilisées lors de toute action, de tout jugement social.

L'affaire dite des «Fonds juifs», par toute l'encre qu'elle a fait couler, constitue un événement idéal pour l'analyse des discours politiques. C'est cette intense production médiatique que les chercheurs ont dépouillée de manière minutieuse pour mettre à jour certains mécanismes essentiels de la communication politique. Les analyses montrent ainsi très bien comment le récit journalistique met en scène les événements, définissant de la sorte des enjeux sociaux prioritaires. L'optique

communicationnelle et sociolinguistique a ainsi permis de repérer dans cet événement complexe les liens entre «formations sociales» et «discours publics», pour finalement engendrer une remarquable «analyse des manières dont la presse a cadré, expliqué, évalué ces débats constituant de cette manière une scène publique où non seulement une opinion pouvait se former mais également une reproduction / réélaboration des formes du lien politique en Suisse» (J. Widmer, p. 5).

Ce lien politique a donc été décomposé pour être replacé avec grande précision dans la chaîne logique et dynamique qui unit problème social, problématisation médiatique et problème public. Car tout problème social ne constitue en effet pas nécessairement un problème public et donc a fortiori, une affaire publique. La visibilité des problèmes sociaux passe certes essentiellement par les médias, mais ceux-ci ne sont pas tout-puissants. Seule la collectivité détient le pouvoir symbolique de l'accession à ce statut final. Les médias évoquent publiquement des problèmes sociaux, mais en fin de compte, c'est toujours au récepteur de juger de l'importance que ceux-ci revêtent pour lui. Par son interprétation, il dispose de l'information et en fait ou non une «affaire».

Pour l'équipe de chercheurs, les médias ont offert, en 1997, une interprétation uniforme et sensationnelle du rôle historique de la Suisse. La position de la presse était particulièrement claire : l'affaire des «Fonds juifs» constituait une attaque des Etats-Unis contre la Suisse. La démonstration de cette affirmation reste cependant peu convaincante. Peu d'éléments nous prouvent que l'orientation médiatique a été aussi définitive et unilatérale. Quoi qu'il en soit, cette attaque contre les mythes fondateurs a été généralement ressentie par la population comme une atteinte à la fierté nationale. La presse se serait alors saisie de ce débat moral et en aurait présenté une facette engagée : celle consistant à défendre l'honneur national. Les études montrent ainsi que l'identité suisse,

plus que d'avoir été construite, a été préservée par le discours médiatique national. Une mémoire collective imputée, c'est-à-dire relative à des faits (pré)-supposés connus de tous les Suisses, aurait permis aux locuteurs, c'est-à-dire aux journalistes, de préserver cette identité suisse chez les récepteurs (les citoyens).

Or c'est précisément là l'un des pouvoirs symboliques des médias : faire du récepteur imaginé un être politiquement, sociologiquement ou culturellement déterminé, à partir duquel le citoyen-lecteur devra s'identifier. Bien entendu, le destinataire imaginé, pour ne pas dire imaginaire, ne correspond pas toujours au récepteur réel du discours. Le citoyen négocie en effet toujours sa réception des contenus médiatiques. Son interprétation repose certes sur des valeurs identitaires classiques et connues, presque stéréotypiques, mais elle permet surtout la construction d'une identité sans cesse renouvelée et garante de stabilité sociale.

Le pouvoir symbolique des médias, par la présentation publique qu'ils font des problèmes sociaux, n'est donc pas à négliger, la définition des identités sociales se constituant largement en fonction des interprétations de la réalité médiatique. Les luttes de pouvoir symboliques permettent ainsi à toute collectivité de se situer, de se comparer, bref de se constituer en tant que collectivité à travers ces représentations publiques. La principale qualité de ce travail est alors « (...) d'éclairer sous des jours différents un problème singulier : la constitution du social et en particulier des catégories et institutions qui lui permettent de se penser et d'agir sur lui-même » (J. Widmer, p. 14).

L'analyse de la relecture de l'histoire suisse effectuée par la presse à l'occasion de la crise socio-politique des «Fonds juifs» prouve finalement que les médias participent activement à la construction de l'opinion publique, que ce soit au moyen des techniques journalistiques (mise en forme du texte, titrage ...) ou à travers la valorisation d'un savoir social

que l'on suppose être partagé par le lectorat. Le regard attentif des chercheurs sur la construction énonciative des articles de presse a ainsi permis de montrer dans quelle mesure la mémoire collective a été mobilisée lors de cette affaire (notamment à travers les mythes helvétiques) et comment celle-ci est capable de modifier les identités tant collectives qu'individuelles. En fin de compte, preuve est faite dans cet ouvrage que l'agenda des médias construit une réalité qui peut être à l'origine de transformations identitaires importantes chez les citoyens.

Pascal Bonzon
Département de sociologie / FSES
Université de Genève

Sacchi, Stefan, *Politische Potentiale in modernen Gesellschaften. Zur Formierung links-grüner und neo-konservativer Bewegungen in Europa und den USA*. Frankfurt/New York: Campus 1998.

Die sozialwissenschaftliche Literatur, die sich mit sozialen Bewegungen und politischen Konfliktlinien beschäftigt, ist kaum noch überschaubar. Dennoch ist das hier anzuzeigende Buch nicht überflüssig, ganz im Gegenteil: Der Autor erweitert die Forschungsperspektive, indem er vorfindbare Ansätze in einen übergreifenden theoretischen Bezugsrahmen einordnet und dessen Tragfähigkeit Schritt für Schritt in kompetent durchgeführten empirischen Analysen bestätigt. Dabei geht es ihm vor allem darum, die Formierung politischer Potentiale (Gruppierungen, die weitreichende soziale und politische Veränderungen anstreben) aus strukturellen Spannungen zu erklären, die den fortschreitenden Modernisierungsprozessen westlicher Gesellschaften immanent sind.

Ausgangspunkt von Sacchis Untersuchungen sind die Habermasschen Thesen über Legitimationskrisen und die Koloni-

sierung der Lebenswelt durch die Systeme zweckrationalen Handelns, die Sacchi rekonstruiert und – vor allem durch regulationstheoretische Überlegungen – erweitert. Er übernimmt von Habermas das Konzept einer *evolutionären*, an kollektive Lernprozesse angekoppelten Abfolge von Gesellschaftsformationen, relativiert aber den Gedanken einer sich geradlinig vollziehenden Entwicklungslogik. Er übernimmt außerdem von Habermas die Doppelung der theoretischen Perspektive, in der die „Gesellschaft“ zum einen als „Lebenswelt“ und zum anderen als selbstregulierendes „System“ gesehen wird (S. 64). Die Lebenswelt ist, metaphorisch gesprochen, der Ort des *verständigungsorientierten* Handelns, in dem sich kulturelle Deutungsmuster reproduzieren und fortentwickeln, personale und kollektive Identitäten herausbilden und bewahren und soziale Integration vollzogen wird. Die materielle Reproduktion der Gesellschaft geschieht dagegen vorwiegend durch erfolgsorientiertes und strategisches Handeln in den ausdifferenzierten Teilsystemen der Ökonomie und der Politik (bzw. – in unklarer terminologischer Abgrenzung – des „Staates“). In ihnen ist die handlungskordinierende Funktion sprachlicher Verständigung weitgehend ersetzt durch die *Systemmedien* Geld (Preismechanismus) und Macht, die Handlungen aufeinander abstimmen, ohne jeweils die spezifischen Bedürfnisse und Intentionen der Akteure berücksichtigen zu müssen. Um handlungsbestimmende Anreize bzw. Androhungen übermitteln zu können, müssen die Medieneodes in den „institutionellen Ordnungen der Lebenswelt“ verankert und generalisiert gerechtfertigt sein. Anderenfalls wäre z. B. die beständige Zufuhr von Arbeitskraft und Massenloyalität nicht gewährleistet. An dieser Stelle scheiden sich die theoretischen Geister, trennt sich Habermas vom Systemfunktionalismus. Er sieht das Geldmedium, angetrieben durch den kapitalistischen Akkumulationsprozess, in immer weitere Lebensbereiche

eindringen (das ließe sich exemplarisch am Beispiel Sport verdeutlichen). Sekundär dazu ziehen administrative Eingriffe und Regelungen des Staates nach, mit denen die negativen Folgen kapitalistischen Wirtschaftswachstums legitimationswirksam aufgefangen werden sollen, ohne das Wirtschaftswachstum zu gefährden (S. 78). Diese sozialstaatlichen Interventionen bringen einerseits Freiheits- und Gerechtigkeitsprinzipien zur Geltung, implizieren aber andererseits eine verdinglichende Verrechtlichung ursprünglich kommunikativ geregelter Sozialbeziehungen und setzen standardisierte monetäre Entschädigungen an die Stelle persönlicher Hilfen. Insofern „entkoppeln“ das ökonomische und das politisch-administrative System nicht nur die materielle von der symbolischen Reproduktion, sondern dringen in diese selbst ein, indem sie sie zunehmend formal durchorganisieren und der Logik der Systemmedien unterordnen, was Habermas als „Kolonisierung der Lebenswelt“ bezeichnet. Habermas betrachtet sie aber nicht als unvermeidlich, sondern als Konsequenz einer spezifisch kapitalistischen Form der Modernisierung, die im Zuge weitergeführter Modernisierungsprozesse womöglich wieder korrigiert werden kann. Er erwartet – vor allem in den peripheren Gruppen, die nicht voll in den Produktionsprozeß integriert sind – die Formierung politischer Potentiale, die auf die Kolonisierungstendenzen abwehrend reagieren. Analytisch unterscheidet Habermas „Widerstandspotentiale“ und „Rückzugspotentiale“. Die Widerstandspotentiale stemmen sich der Kolonisierung der Lebenswelt entgegen, ohne den erreichten Grad kultureller Modernisierung (die Errungenschaften der Aufklärung, insbesondere Individualisierung und eine auf universalistischen Prinzipien beruhende Moral) zurücknehmen zu wollen. Die „Rückzugspotentiale“ (eine mißverständliche Bezeichnung) wollen dagegen auf vormoderne Traditionsbestände (wie konventionelle Sittlichkeit, Vaterlandsliebe,

Religion) zurückgreifen. Das verleiht ihnen, worauf Sacchi nachdrücklich hinweist, unweigerlich eine autoritäre Ausrichtung, da diese Traditionsbestände unter heutigen Bedingungen nicht mehr allgemein bindend gerechtfertigt werden können. Sacchi sieht in Habermas' Überlegungen zu politischen Potentialen noch einen weiteren Typus angelegt, den dieser nicht explizit ausführt, ein „politisch apathisches Protopotential“. Nach Sacchi ist die Herausbildung eines solchen Potentials zu erwarten, „wenn die Eingriffe der Systemmedien zu Sinnverlust, Entfremdung, Anomie und einer Verunsicherung der kollektiven Identität führen (...), die kulturellen Ressourcen der Lebenswelt aber nicht mehr ausreichen, all diese Phänomene legitimationskritisch zu deuten. Bezogen auf die politische Sphäre dürfte dafür speziell der Niedergang der traditionellen Arbeiterbewegung und -kultur eine grosse Rolle spielen“ (S. 90).

Obwohl Sacchi den von Habermas aufgespannten Bezugsrahmen im wesentlichen übernimmt, diskutiert er ausführlich einige Schwachpunkte und schlägt an verschiedenen Stellen Modifikationen und Erweiterungen vor. Die wichtigsten scheinen mir folgende zu sein: (1) „Bezogen auf den interessierenden Zusammenhang zwischen Kolonisierungstendenzen und der Mobilisierung politischer Potentiale ist es ... keineswegs unmittelbar einsichtig, weshalb und wie der theoretisch massgebliche Kolonisierungsprozess mobilisierend wirken soll.“ [S. 118] Diese Lücke sucht Sacchi zu schließen, indem er spezifiziert, in welcher Weise das Geld- und das Machtmedium über die ausdifferenzierten Rollen des Beschäftigten- und des Konsumenten einerseits, des Klienten öffentlicher Verwaltungen und des Staatsbürgers andererseits ihre Verdinglichungstendenzen entfalten und dabei individuelle Bedürfnisse und Handlungspotentiale Standardisierungszwängen unterwerfen. (2) Ein zweiter Punkt betrifft die Umsetzung politischer Potentiale in soziale Be-

wegungen. Eine direkte Zuordnung einzelner Bewegungen (z. B. der Ökologiebewegung) zu einzelnen Potentialen hält Sacchi nur in bestimmten Fällen für möglich. Allgemein ist damit zu rechnen, daß sich in einzelnen Bewegungen verschiedene Potentiale mischen (in der Ökologiebewegung z. B. das Widerstands- und das Rückzugspotential, in den Gruppierungen der Neuen Rechten das Rückzugs- und das apathische Protopotential). (3) Ein gewichtigeres Problem stellt sich mit der (an Giddens angeschlossenen) Frage, ob eine (von Habermas ja grundsätzlich positiv bewertete) Ausdifferenzierung von Funktionssystemen vorstellbar ist, die nicht die Lebenswelt entkräftet. Sacchi äußert sich hierzu durchaus skeptisch, u. a. auch mit dem Hinweis auf den „ökonomischen Globalisierungsdruck, dem die in ein kompetitives Weltsystem eingebundenen Volkswirtschaften ausgesetzt sind“; Habermas überschätze „den Spielraum für eigenständige nationale Politik wie auch den Einfluss der darauf einwirkenden kollektiven Akteure“ (S. 133). Sacchis Argumente sind leicht nachvollziehbar. Aus ihnen ließe sich einerseits die Erwartung ableiten, daß sich das apathische Protopotential (resultierend aus Erfahrungen von Sinnverlust, Orientierungslosigkeit, Anomie) im Vergleich zum Widerstandspotential zunehmend stärker entwickeln werde. Sacchi geht aber davon aus, daß bei länger andauernder Krisensituation das Protopotential von dem anti-modernistischen Rückzugspotential gleichsam aufgesogen werden könnte – vor allem wegen einer ähnlich gelagerten sozial-strukturellen Verankerung in den unteren Schichten. An dieser Stelle ließe sich (nur halb im Scherz) fragen, ob nicht nur desillusionierte Klassenkämpfer, sondern auch Fraktionen der Bildungselite – soziologische Systemtheoretiker zumal – dem anomischen Potential neue Kräfte zuführen könnten. (4) Die skeptische Einschätzung der Einflußchancen des innovativen Widerstandspotentials wird durch die regula-

tionstheoretische Erweiterung des Habermas-Ansatzes nicht gemildert. Allerdings kann Sacchi den empirischen Gehalt der theoretischen Aussagen auf diese Weise steigern. Das starre evolutionstheoretische Schema einer geradlinigen Entwicklungslogik wird durch Annahmen über die sich periodisch wiederholenden, *krisenhaften* Übergänge zu weiteren kapitalistischen Subformationen modifiziert, die, angetrieben von technologisch-organisatorischen Innovationen, Diskontinuitäten und qualitative Veränderungen in den Kolonisierungsprozeß einführen. Dazu legt Sacchi eine Reihe von Hypothesen vor, die bspw. die wechselnden Rollen betreffen, die die verschiedenen Potentiale in den jeweiligen Krisenphasen spielen.

Wie in anderen Bereichen nicht-formalisierter makrotheoretischer Theorieproduktion sind auch hier die verschiedenen Hypothesen nur teilweise logisch miteinander verknüpft; andere bilden einen eher lockeren argumentativen Zusammenhang. Insgesamt sind sie aber heuristisch gehaltvoll und präzise genug, um ein fruchtbares empirisches Forschungsprogramm anzuleiten, das Sacchi im zweiten Teil seines Buches vorstellt. Bevor ich darauf eingehe, möchte ich wenigstens noch zwei Punkte kurz ansprechen, an denen weitere Modifikationen einsetzen könnten, ohne den von Sacchi gewählten Bezugsrahmen zu verlassen. (1) Sacchi weist selbst (in Übereinstimmung mit Habermas) darauf hin, daß die von der staatlichen Bürokratie und der expansiven Verrechtlichung ausgehenden Kolonisierungstendenzen nicht „autochthon“ aus dem politischen System hervorgehen, sondern (auch) dazu dienen, Steuerungsprobleme zu lösen und sozialintegrative Schädigungen zu neutralisieren, die Markt und Preismechanismus hervorbringen. Das politische System ist mit der Lebenswelt enger verwoben als das ökonomische System; es ist längst nicht im gleichen Maße entmoralisiert wie dieses. Eine De-Legitimierung der *formal*-demokratischen Institutionen des *Rechtsstaats* könnte durch-

aus kontraproduktive (und als solche antizipierbare) Wirkungen zeitigen, wenn sie dem politischen System die Mittel nähme, mit denen allein die Kolonisierungstendenzen des ökonomischen Systems einzudämmen wären. Wenn Sacchi sich dafür entscheidet, politische Potentiale nur zu betrachten, sofern sie aus einem Legitimationsentzug hervorgehen, der ökonomisches und politisches System gleichermaßen betrifft, so ist dies angesichts der gegebenen Datenlage und des Umfangs der Arbeit durchaus zu akzeptieren. Längerfristig sollte man jedoch auch bei der empirischen Umsetzung das Widerstandspotential nach verschiedenen Typen des Legitimationsentzugs differenzieren. Er kann sich richten (a) auf Staat und Ökonomie, (b) nur auf die Ökonomie, (c) nur auf den Staat (s. die neoliberalen Deregulierungs-Propheten). (2) Die Annahmen über die Strukturen der Lebenswelt, die den Kolonisierungstendenzen Paroli bieten, beruhen auf bestimmten Vorstellungen über die Konstruktion personaler und kollektiver Identitäten, ihre Verankerung in den Geweben kommunikativen Handelns. Habermas selbst weist verschiedentlich darauf hin, daß wir keine Gewißheit darüber haben können, ob nicht doch „alle Integrationsleistungen von dem ... Vergesellschaftungsmechanismus sprachlicher Verständigung auf systemische Mechanismen umgepolt“ und auch „anthropologisch tiefsitzende Strukturen“ entsprechend umgestellt werden können (Theorie des kommunikativen Handelns, Bd. II, S. 462). Angesichts der neueren Entwicklungen in der Genforschung und der Biotechnologie gewinnen solche Hinweise beklemmende Aktualität. Auch dieser Gesichtspunkt wäre in zukünftigen Studien über Widerstandspotentiale (und deren mögliche Radikalisierung) zu bedenken.

Um die Haltbarkeit und Fruchtbarkeit seiner theoretischen Überlegungen zu prüfen, greift Sacchi vor allem auf die 1974/75 und 1979–81 erhobenen Daten der *Political-Action-Studie* (Barnes, Kaase et al.) sowie auf die 1973, 1978 und 1988

durchgeführten *Eurobarometer*-Erhebungen zurück, die er sekundäranalytisch auswertet. Vergleiche über mehrere Länder und Zeitperioden werden somit möglich. Da politische Potentiale sich über „Vorstellungen des Wünschenswerten“ formieren (soweit es vom Bestehenden abweicht), liegt es nahe, verbalisierte Wertpräferenzen als empirische Indikatoren für das gemeinte Konstrukt heranzuziehen. Sacchi gelingt dies mittels einer originellen Reinterpretation der „langen“, zwölf Items umfassenden Version der Inglehartschen Werte-Skala, die in den genannten Studien für einen völlig anderen Zweck eingesetzt wurden. Auch wenn mir einige Aspekte dieses ingeniosen interpretatorischen Kunstgriffs kritikwürdig erscheinen (z. B. kann ich nicht der These zustimmen, die „prekäre Institutionalisierung formal-demokratischer Rechte“ stehe „im Widerspruch zu den universalistischen Werten der modernen Kultur“ – S. 179; insgesamt scheinen mir die Kriterien für „stark“ oder „schwach“ institutionalisierte Werte recht vage zu sein), so halte ich ihn auf Grund der Ergebnisse der von Sacchi durchgeführten Faktorenanalysen und Konstrukt-Validierungen dennoch für insgesamt hinreichend abgesichert. Die drei theoretisch identifizierten lebensweltlichen Potentiale lassen sich in den „Zentrumsländern“ des Westens in ähnlichen Konfigurationen über den gesamten Untersuchungszeitraum empirisch nachweisen. Dies stützt die Annahme, daß sie auf einem für alle modernen Gesellschaften konstitutiven Grundkonflikt (zwischen „System“ und „Lebenswelt“) beruhen. Bestätigt wird auch die Erwartung, daß die Gesamtstärke der drei Potentiale zugenommen hat, wobei sich die Widerstandspotentiale und die antimodernistischen Rückzugspotentiale in einem Polarisierungsprozeß auf Kosten der Protopotentiale deutlich ausgedehnt haben.

Es ist in dieser Rezension natürlich nicht möglich, die Fülle der empirischen Ergebnisse im Detail zu referieren und

Sacchis kreative und meist überzeugenden Lösungen für zahlreiche Methodenprobleme ausreichend zu würdigen. Für etwas problematisch halte ich allerdings das regressionsanalytische Modell, mit dem er in Abschnitt 6.1 den Zusammenhang zwischen dem Widerstandspotential und der Protestbereitschaft unter Einbeziehung etlicher Strukturvariablen untersucht. Hier wäre ein Pfadmodell (wie in der originären *Political-Action-Studie*) sicherlich adäquater gewesen, da die ausschließliche Berücksichtigung „direkter“ Effekte das kausale Gewicht der exogenen Strukturvariablen (wie Alter oder Bildung) als um so geringer erscheinen läßt, je stärker ihr jeweiliger Einfluß auf das Protestverhalten über das Widerstandspotential vermittelt wird. Auch das Modell, mit dem er die Koeffizienten für die Wechselwirkung zwischen Protestbereitschaft und Widerstandsbereitschaft schätzt (S. 295), hätte diese Strukturvariablen mit einbeziehen müssen, weil andernfalls der vermutete sozialisatorische Effekt tatsächlich ausgeführter Protestaktivitäten nicht hinlänglich isoliert wird. Das wichtige Ergebnis, daß zwischen der Stärke des Widerstandspotentials und der Intensität der Protestaktivitäten der neuen sozialen Bewegungen kein unmittelbarer Zusammenhang besteht, kann sich allerdings auch auf eine Serie von Zeitreihenvergleichen stützen.

Trotz der (wenigen) kritischen Hinweise läßt sich somit ein überaus positives Fazit ziehen. Der Gedanke, soziale Bewegungen als erwartbare Reaktionen auf die sekundären Folgen einer losgebundenen systemischen Zweckrationalität zu verstehen, ist für die einschlägige Literatur zwar nicht gänzlich neu. Ich kenne aber keine andere Arbeit, in der diese Idee so konsequent ausformuliert und, vor allem, in eine ähnlich umfangreiche und kompetent durchgeführte empirische Forschung umgesetzt worden wäre. Die Studie ist zudem so angelegt, daß sie weitere Untersuchungen, ja ein ganzes Forschungs-

programm anzuregen vermag. Sacchi zeigt, daß die Verbindung zwischen „großer“ (Gesellschafts-)Theorie und empirisch-quantitativer Forschung möglich ist, in höherem Maße und mit ergiebigeren Resultaten, als dies üblicherweise in der Soziologie erreicht oder auch nur angestrebt wird. Seine Arbeit liefert hierzu ein stimulierendes Beispiel; es bietet theoretische Reflexion und methodische Kompetenz auf hohem Niveau.

Helmut Thome
Martin-Luther Univ. Halle-Wittenberg
Institut für Soziologie

Bernard Lahire, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998, 271 p.

Cet ouvrage est pour l'essentiel un essai de proposer une nouvelle sociologie, basée sur une approche très concrète des réalités sociopsychologiques. Sa structure repose, on ne sait pas trop pourquoi, sur une métaphore théâtrale. En plus d'un avant-propos, il est en effet composé de quatre «Actes» comportant chacun un certain nombre de chapitres (de «Scènes»), à leur tour divisés en sous-sections. Résumons-les brièvement, avant de prendre position par rapport à quelques-unes des thèses qui intéressent directement le psychologue «piagétien» que je suis.

L'avant-propos présente les lignes de force principales du livre. L'objectif fixé par l'auteur est non pas de proposer une nouvelle théorie de portée très générale, mais de tracer de nouvelles pistes de recherche, pouvant déboucher sur des théories de portée particulière, adaptées aux faits étudiés. Pour atteindre cet objectif, Lahire utilise deux démarches complémentaires. La première est celle d'une prise de position critique par rapport aux thèses jugées trop universalisantes, dont celles de Bourdieu, qui fait ici un

peu figure d'épouvantail. La seconde est celle de l'analyse de quelques exemples concrets dont l'objet est tout à la fois de montrer les limites des thèses critiquées et d'illustrer les nouvelles pistes proposées. Cette double voie conduit l'auteur à développer l'idée d'une «sociologie psychologique», dont la thèse centrale est celle selon laquelle tout individu est traversé par plusieurs logiques d'action, selon les circonstances ou les contextes où il se trouve, thèse que résume la notion «d'acteur pluriel». D'emblée l'auteur nous annonce que cette sociologie, d'obédience durkheimienne, a pour objet de mettre en lumière les «plis les plus singuliers du social», auxquels, en définitive, se réduirait tout être humain. Pour Lahire comme pour Durkheim, la sociologie ne doit pas se contenter d'emprunter sans critique notions et conceptions à la psychologie, mais doit au contraire contrôler leur validité, et surtout ne pas hésiter à proposer une conception novatrice de l'humain, dans la mesure où celui-ci est foncièrement un être social, le produit d'une intériorisation d'habitudes ou de schèmes socialement constitués.

Le premier «acte» se présente comme une «esquisse d'une théorie de l'acteur pluriel». Lahire y critique plusieurs philosophes, psychologues ou sociologues qui, comme Husserl et sa conception du flux de conscience, comme Piaget avec ses stades du développement, et surtout comme Bourdieu avec sa notion d'habitus, proposent une conception unitaire ou essentialiste du sujet ou des membres d'un groupe social déterminé (les ouvriers, les artisans, etc.). Le postulat d'unicité de l'homme adopté par ces auteurs serait mis en brèche par l'existence d'un certain nombre de travaux récents de psychologie, de sociologie et de linguistique, qui montrent la non-généralité de certaines propriétés considérées comme caractéristiques d'un individu (par exemple le «style cognitif» que certains psychologues attribuent à chaque individu), ou encore

des membres d'un groupe social (l'ouvrier typique, l'artisan typique, etc.). Pour l'auteur, ces conceptions trop universalisantes peuvent avoir leur origine dans la commune illusion de l'unicité du soi, dont l'une des fonctions serait de permettre à l'individu d'échapper au flot des sensations, ou du divers de l'expérience. Certes, cette illusion a des bases bien réelles, notamment sociales (l'attribution d'un nom à tout individu, ou encore le curriculum vitae) et biologiques (le corps propre). Mais cela ne doit pas empêcher le sociologue de se débarrasser de ce mythe de l'identité personnelle invariable sur laquelle repose trop de théories de l'humain, sans pour autant tomber dans le piège inverse d'une «fragmentation infinie du soi». Lahire admet ainsi que tout acteur est à la fois pluriel et caractérisé par une «unicité» plus ou moins grande. Comme l'avait déjà bien vu Durkheim, l'étendue de cette unicité va fortement dépendre du type de société dans lequel vit l'individu. Une société traditionnelle uniformise au maximum les membres qui la constituent (d'où la valeur des thèses de Bourdieu lorsqu'elles s'appliquent à un milieu comme la société kabyle). De même un milieu d'éducation comme l'internat tend-il à unifier le bagage des schèmes ou des habitudes caractéristiques d'un groupe d'individus. Si cet effet d'uniformisation justifie les thèses de Bourdieu, cette justification n'est que partielle, puisqu'elle ne vaut que pour certains cas et non pour tous. D'ailleurs, même dans le cas de la société kabyle, le caractère pluriel des individus se manifeste à travers les problèmes d'identité que pose le fait de vivre dans une société colonisée et qui se traduisent par un moi divisé. L'auteur montre également comment, dans nos sociétés, les tendances à l'homogénéisation de l'individu et des individus coexistent avec des tendances hétérogénéisantes (dues aux contextes sociaux variés dans lesquels nous vivons). Ces dernières tendances expliquent que, comme le révèle

la psychanalyse, un individu peut être habité par des pulsions contradictoires ou par «la concurrence des schèmes d'action chez ceux qui ont incorporé au sein des mêmes répertoires des schèmes d'actions contradictoires» (pp. 49–50; cette citation illustre bien les emprunts reconnus de Lahire à la psychologie piagétienne).

Après avoir souligné le caractère pluriel de l'être humain, Lahire s'interroge sur la multiplicité des ressorts de l'action. Ici ce n'est plus seulement le couple hétérogénéité – homogénéité qui est discuté, mais également le couple passé – présent, et plus précisément les théories qui recourent au passé du sujet, et qui penchent vers l'homogénéité, par opposition aux théories qui privilégient l'état présent d'un système d'actions. Lahire ne nie certes pas le poids du passé, mais il remarque que chaque acteur est le produit de formes de vie sociale multiples. Dès lors l'expérience présente est susceptible d'évoquer l'un ou l'autre des bagages de schèmes acquis par le sujet au cours de ses expériences passées. Des conflits peuvent alors naître de ces multiples bagages, qui expliquent par exemple que ce n'est pas parce que l'on provient d'une classe aisée que l'on sera forcément un bon lecteur (illustration du fait que, selon les circonstances, certains individus en arrivent à acquérir et à activer des schèmes ne correspondant pas à leur milieu d'origine). Peut-on déduire de ces justes observations que le comportement d'un acteur serait «totalement déterminé socialement» (p. 66) par les interactions passées avec les divers milieux sociaux et par l'interaction avec la situation sociale actuelle ? Nous reviendrons sur cette question dans les conclusions de notre compte rendu, dans la mesure où elle soulève une objection majeure du point de vue de la psychologie piagétienne et de son effort de fournir une explication à la fois biologique, psychologique et sociale de l'universalité de certains traits de l'action et de la pensée humaines.

Intitulée «Analogie et transfert», la troisième «scène» du premier «acte» commence par examiner le rôle du contexte dans la sélection des expériences passées. C'est l'occasion pour l'auteur d'emprunter à Proust, mais aussi à Bergson ou à la psychanalyse, des descriptions très fines des «interactions» entre le passé et le présent, celui-ci conduisant le sujet à activer les schèmes adéquats. Ce sera aussi l'occasion pour lui de préciser le rôle des habitudes, qui ne se limite pas au terrain de l'action, mais que l'on retrouve sur le plan de la réflexion (les «habitudes réflexives»). En sens inverse, il montre à travers des exemples de la vie courante non seulement l'importance de l'habitué, qui laisse du temps libre pour l'action, mais aussi le rôle contraire de la réflexion, intervenant dans l'habitude lorsque celle-ci s'avère non adéquate par rapport à des circonstances inattendues. Là encore Lahire insiste sur le rôle joué par la socialisation dans l'acquisition des habitudes.

Lahire soulève ensuite le problème de la transférabilité des schèmes. Il reproche aux sociologues d'avoir suivi Piaget dans sa conception de l'existence de schèmes de portée universelle (par exemple les «schèmes d'ordre»). Conformément à sa conception de l'acteur pluriel, il conçoit les schèmes comme ayant une capacité de généralisabilité limitée à des contextes particuliers. Les schèmes d'action sont le plus souvent des «schèmes partiels, attachés à un nombre fini et limité [...] de contexte de mobilisation ou d'activation», et s'il en existe qui «colorent» toute l'existence d'un individu, ses actions et ses pensées, ceci doit être empiriquement validé et non pas postulé à priori. Lahire ne croit pas non plus que les schèmes peuvent «se dilater» indéfiniment pour généraliser leur domaine d'application à des situations inattendues, et considère avec quelques psychologues récents que les anciens schèmes peuvent être «désactivés» ou «inhibés», en laissant alors leur plus loin la genèse.

Dans une dernière «scène» de cette première partie, Lahire montre finalement comment le cadre interprétatif trop universalisant de Bourdieu s'est vu infirmé par une étude sur les types de lecture rencontrés dans des milieux sociaux à faibles et à forts niveaux de formation. Ainsi, l'approche des oeuvres littéraires par empathie avec les personnages d'un roman n'est pas le seul fait des lecteurs de milieu populaire et de faible niveau de formation. Pour autant qu'ils aient acquis le bagage de schèmes liés à la lecture en général, les lecteurs de tout niveau présentent une telle approche «éthico-pratique» des oeuvres littéraires par rapport à une approche «esthétique» qui serait essentiellement le fait des lecteurs de haut niveau de formation. Le transfert ou l'usage des schèmes de l'expérience personnelle dans le domaine de l'imaginaire se produit chez chacun. Pour tous les lecteurs, le roman, quelle que soit sa qualité, est un champ où ils peuvent résoudre des conflits personnels ou apprendre sans risque des manières de se comporter.

Cet exemple de la lecture montre bien le souci de l'auteur de développer une sociologie de l'individu qui pénètre pour ainsi dire les expériences personnelles de chaque acteur, expériences résultant de leur histoire personnelle et des contextes dans lesquels ils agissent. On peut dès lors se demander en quoi cette sociologie se différencie des monographies que psychologues et psychanalystes sont amenés à faire de leur côté et dans lesquels ils peuvent s'interroger sur l'histoire et les particularités des personnes considérées. Les deux derniers «actes», dans lesquels l'auteur traite de la question des rapports entre individu et société et expose son idée d'une sociologie psychologique, apporteront une réponse à cette question. Auparavant, Lahire consacre le deuxième «acte» de son ouvrage à exposer les recherches qu'il a faites sur le langage écrit et les pratiques ordinaires d'écriture. Cet exposé

est conduit dans le double but d'illustrer la démarche méthodologique prônée ici (la patiente description, conduite sans a priori théorique, et le recueil des activités de la vie quotidienne : établir des listes de commissions, préparer un entretien téléphonique, etc.) et de conforter par la description détaillée des activités liées au «sens pratique» la thèse de la pluralité de l'être humain.

Avec le troisième «acte», nous abordons l'explication que l'auteur croit pouvoir donner de l'origine des schèmes et des habitudes. Bien que brève, elle nous paraît être l'une des plus intéressantes de l'ouvrage (toujours du point de vue psychologique qui est le nôtre). L'auteur y prend appui sur un certain nombre de chercheurs qui, tels que le psychologue J. Bruner, se sont penchés sur les processus par lesquels les savoirs (habitudes, connaissances, etc.) socialement partagés sont supposés s'incorporer dans chaque individu. Prenant le contre-pied de ceux qui tendent à exclure les pratiques langagières de ces processus, Lahire considère que la communication langagière est l'un des moyens par lesquels une expérience sociale, ou une habitude, peut être socialement transmise, y compris dans le cas de l'apprentissage d'un sport tel que la boxe. Le scientifique doit ici se garder de partager la conception selon laquelle «parler, c'est perdre son temps», souvent admise par les praticiens engagés dans des tâches non intellectuelles. Le langage ne cesse au contraire d'accompagner l'action, de l'orienter, de la ponctuer. Ce rôle de guidage commence par être le fait des adultes ou de ceux qui possèdent déjà les techniques ou les connaissances, et qui agissent au moyen du langage, ou par le geste, etc., sur l'apprenant pour aider celui-ci à les acquérir. Une fois incorporées ces techniques et ces connaissances socialement partagées, l'individu utilise à son tour le langage non seulement pour exprimer les acquis, lorsque ceux-ci sont des connaissances, mais aussi, s'il s'agit

d'actions, pour les orienter et les ponctuer. En un mot, il n'est pas plus possible de séparer l'action du langage qu'il n'est possible de séparer de celui-ci la pensée. Le langage est intimement lié à toute pratique quelle qu'elle soit. Enfin, prenant à nouveau appui sur les travaux de Bruner et d'autres psychologues qui ont étudié les processus de transmission sociale, Lahire considère que toute acquisition, tout apprentissage, toute construction de nouveaux schèmes est un processus d'incorporation par un individu, non pas de structures sociales ou de structures linguistiques, mais de schèmes ou d'habitudes sociales et langagières se trouvant chez les personnes appartenant aux différents contextes sociaux de cet individu. Comme il le soutient dans une thèse qu'il nous faudra contester, «ce que l'enfant aime faire seul, ce qu'il sait faire seul n'est que l'intériorisation d'activités antérieures guidées ou faites par d'autres» (p. 205). Cette thèse est illustrée par des exemples empruntés à ses propres recherches sur «les différentes formes d'appropriation par l'enfant, au sein de l'univers familial, d'une culture multiforme de l'écrit» (c'est le cas d'un enfant qui reproduit la pratique d'écriture de listes, en ayant bien compris la fonction de mémorisation que joue alors ce type d'écrits). Il termine en montrant comment les rapports d'identification ou d'opposition qui existent entre les enfants et leurs parents peuvent favoriser ou inhiber l'apprentissage de la lecture ou de l'écriture.

Enfin, dans le quatrième et dernier «acte» de son travail, intitulé «Chantiers et débats», Lahire explicite la transformation qu'il souhaite voir accomplir par une sociologie qui, selon lui, ne devrait plus hésiter à investir l'individu, en rejetant les anciennes barrières érigées entre psychologie et sociologie. Il invite ses collègues sociologues à aller au-delà même de cette prudente frontière que Durkheim avait tracé à l'intérieur de l'individu, entre ce qui, d'un côté, relèverait du psychisme

individuel, et de l'autre des représentations sociales ou des croyances socialement partagées. Et il est vrai que si tout apprentissage, si toute construction de schème se réduisent à une incorporation de schèmes socialement partagés par les aînés et dont l'existence serait sociale avant d'être individuelle, alors le psychisme purement individuel se réduirait à rien, et le sociologue aurait le champ libre pour construire une sociologie psychologique que Durkheim considérait déjà comme «plus concrète et complexe» que celle des psychologues. Foin donc de multidisciplinarité ou d'interdisciplinarité, soutient Lahire qui, bien qu'il admette – comment faire autrement – que tout homme a un cerveau, tient pour négligeable son rôle dans la mesure où «ce n'est pas celui-ci qui commande les variations constatables (historiquement autant que sociologiquement) en matière d'opérations mentales» (p. 229). Ici Lahire peut partir avec d'autant plus d'esprit conquérant par rapport à la psychologie et à son objet qu'il trouve un puissant appui dans ce courant de la psychologie qui voit dans la transmission sociale et dans les processus d'incorporation du social dans l'individu l'alpha et l'omega du développement ontogénétique. Avant de discuter certaines des thèses très fortes avancées dans cet ouvrage, et notamment celle identifiant tout individu aux plis du social produit par ses interactions avec les différents milieux auxquels il se confronte au cours de son ontogenèse, ajoutons que, dans ses conclusions, l'auteur revendique pour la nouvelle sociologie psychologique prônée ici une méthode d'étude de l'homme pluriel soucieuse des faits et qui tient compte de cette multiplicité des contextes sociaux, seule à même d'apporter une explication sociologique convaincante des actions et des croyances humaines. Cette approche plurielle est d'autant plus fortement revendiquée qu'aux yeux de Lahire il est peu probable que les sciences sociales parviennent à construire des théories

unifiantes et qui se construisent par dépassement progressifs, comme c'est le cas en physique.

Terminons ce compte rendu en exposant rapidement les points majeurs qui nous séparent de l'auteur du point de vue psychologique qui est le nôtre, non sans signaler que nos réserves ne nous empêchent pas de reconnaître l'intérêt de la démarche «particularisante» ou singularisante de l'auteur, comme des faits que celui-ci met en évidence en ce qui concerne le rôle, en effet important, autant des transmissions sociales que des interactions sociales. Ces points sont au nombre de trois. Le premier concerne l'image que l'auteur se fait des thèses piagétienne; le deuxième, le rejet un peu trop rapide d'une approche universalisante des phénomènes humains au profit d'une approche se cantonnant aux particuliers; enfin le troisième concerne la conception des rapports entre réalité psychologique et réalité sociologique, en d'autres termes la tendance de l'auteur à réduire le psychologique au sociologique (et les explications psychologiques aux explications sociales). Faute de bien connaître les travaux de Bourdieu, nous ne nous prononcerons par contre pas sur la valeur des critiques de Lahire à leur sujet.

En ce qui concerne tout d'abord l'interprétation que Lahire se fait des thèses et des concepts piagétiens, elle contient une erreur que nous ne saurions taire dans la mesure où elle a des conséquences directes sur les deux autres points. Cette erreur porte sur la question des mécanismes de construction de nouveaux schèmes. Contrairement à ce qui est suggéré dans *L'homme pluriel*, le processus de différenciation et de généralisation lié à l'accommodation d'un schème à un nouvel objet – que l'auteur mentionne et qu'il estime, avec raison, n'expliquer que faiblement l'apparition de nouveaux schèmes – n'est que l'un des processus en jeu dans la psychogenèse de l'intelligence et des connaissances. Il n'est pas possible d'ex-

poser ici le détail des conceptions très complexes et multiples proposées en psychologie et en épistémologie génétiques. Mentionnons simplement ici les nombreuses études des années septante dans lesquelles Piaget et ses collaborateurs ont mis en évidence comment des coordinations d'actions, des lectures de l'expérience, des prises de conscience et des conceptualisations, des coordinations inférentielles, des abstractions réfléchissantes, des généralisations empiriques et des généralisations constructives, des régulations de formes variées, des processus dialectiques de dépassement des contradictions, mais aussi des équilibractions majorantes entre différenciation et intégration, ou encore entre le possible et le nécessaire, etc., co-agissent en produisant des systèmes cognitifs aux structures de plus en plus riches et aux pouvoirs de plus en plus étendus (pour un résumé de ces travaux, on pourra se rapporter à un article que nous avons publié dans le *Bulletin de psychologie* de 1999). Notons aussi que dès ses anciens travaux sur *La naissance de l'intelligence chez l'enfant* (ouvrage de 1936 mentionné par Lahire dans sa bibliographie), Piaget avait insisté sur le rôle de la coordination des schèmes dans la production de nouveaux schèmes englobant.

Nous l'avons dit : le fait que Lahire n'ait pas cru bon de s'informer en profondeur de la théorie piagétienne qui encadre cette notion de schème dont il fait par ailleurs un large usage dans sa sociologie psychologique entache selon nous sérieusement aussi bien les critiques qu'il adresse à l'approche universalisante de la réalité humaine que sa conception réductionniste des rapports entre le sociologique et le psychologique, le second n'étant considéré que comme l'accumulation des plis pris par chaque individu au cours de ses multiples interactions avec autrui. On peut certes juger que Piaget ne s'est jamais intéressé aux différences psychologiques qui distinguent les indi-

vidus les uns des autres; mais on ne saurait le lui reprocher, puisque dès le départ son problème a été d'expliquer la présence de formes ou de normes universelles caractérisant ou sous-tendant le fonctionnement cognitif des individus (présence que certaines des recherches conduites dans des cultures différentes ont largement confirmée, même si ces recherches ont pu par ailleurs mettre en évidence des différences d'accès à ces formes et à ces normes). Mais ce qu'il y a de tout à fait remarquable dans les travaux de psychologie et d'épistémologie génétiques sur les mécanismes de construction cognitive, et qui rejoint les souhaits de Lahire, c'est le fait que c'est au plus près des conduites les plus concrètes des enfants et des adolescents interrogés que ces mécanismes ont été étudiés. Pour ne retenir qu'une seule leçon de ces travaux, on mentionnera celle selon laquelle, s'il est vrai que l'on peut trouver l'origine des formes rationnelles (et en tous cas des formes logico-mathématiques) dans les coordinations les plus primitives d'actions observées dans les deux premières années de la vie de l'enfant, il n'en reste pas moins que tout un travail de reconstruction, plus ou moins facilité et conditionné par les échanges sociaux, doit être accompli par l'enfant plus âgé pour produire des formes nouvelles, plus puissantes, plus à même d'étendre le pouvoir de la raison sur l'organisation de la réalité et sur la compréhension qu'elle est à même d'atteindre en ce qui concerne les transformations observées. Il faut noter que les résultats des constructions et reconstructions cognitives réalisées lors de la psychogenèse (constructions dans lesquels l'incorporation ou l'internalisation dont parle Lahire après certains psychologues n'est qu'un élément de portée explicative limitée) se traduisent non seulement par l'apparition de schèmes de portée de plus en plus universelle (par exemple les schèmes de déplacement spatial), mais par le fait que ces schèmes ne cessent le plus

souvent de s'appliquer à des situations ou à des objets les plus concrets qui soient (comme par exemple établir un ordre temporel entre une série de tâches). Ce que nous montre, entre autres, l'étude psychogénétique des mécanismes de construction cognitive est donc, en définitive, que la portée d'un schème ne dépend pas exclusivement, comme le soutient Lahire, «du degré de généralisation sociale et historique des contextes dans lesquels il est susceptible d'être actualisé» (p. 103).

Qu'en est-il enfin de la question des rapports entre sociologie et psychologie, ou entre les réalités psychologiques et sociologiques? Il ne s'agit encore une fois nullement de nier ou de sous-estimer la place des interactions sociales et des transmissions sociales dans le développement de l'individu. Ces interactions et ces transmissions sont sans contestation possible des conditions de ce développement. Mais ce ne sont pas les seules. Comme Comte il y a plus d'un siècle et demi, Lahire ne manque pas de faire une place au cerveau et au corps dans l'explication des comportements (comment faire autrement?). Mais, sans compter le fait qu'il passe trop vite sur le type de prédétermination que

le biologique peut mettre en jeu dans le guidage des apprentissages humains, il laisse totalement échapper la part de détermination proprement individuelle ainsi que la part proprement épistémologique qui interviennent entre le biologique et le social (comme le montre par exemple cette affirmation de la page 26 dans lequel il soutient que «le comportement d'un acteur est bien sûr totalement déterminé socialement»). Il ne nous est pas possible d'exposer ici ces deux composantes, l'une proprement psychologique et l'autre épistémologique, de l'explication de l'évolution ou du développement cognitif. Notons simplement que les mécanismes mentionnés plus haut en sont parties prenantes. Pour aller plus loin dans notre compréhension de la genèse de l'être humain, il conviendrait selon nous de nouer ensemble de la manière la plus fine et la moins réductionniste qui soit les composantes phylogénétiques, ontogénétiques (en particulier psychogénétiques) et enfin sociogénétiques de cette genèse.

Jean-Jacques Ducret
Service de la recherche en éducation
Genève